



**HAL**  
open science

# Entre corruption et lutte contre le crime organisé, les journalistes latino-américains sont en quête d'indépendance : étude de cas : Colombie et Mexique

Lise Boulesteix

## ► To cite this version:

Lise Boulesteix. Entre corruption et lutte contre le crime organisé, les journalistes latino-américains sont en quête d'indépendance : étude de cas : Colombie et Mexique. Sciences de l'information et de la communication. 2019. dumas-02570606

**HAL Id: dumas-02570606**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02570606>**

Submitted on 12 May 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

## Master 1

Mention : Information et communication

Spécialité : Journalisme

# Entre corruption et lutte contre le crime organisé, les journalistes latino-américains sont en quête d'indépendance

Étude de cas : Colombie et Mexique

Responsable de la mention information et communication  
Professeure Karine Berthelot-Guiet

Tuteur universitaire : Lisa Bolz

Nom, prénom : BOULESTEIX Lise

Promotion : 2018-2020

Soutenu le : 03/06/2019

Mention du mémoire : Très bien

## Remerciements

Je remercie toutes les personnes qui m'ont accompagnée et guidée pendant mes recherches ainsi que pendant la rédaction de ce mémoire.

Merci tout d'abord à Lisa Bolz, ma tutrice universitaire, d'avoir pris le temps de lire au fur et à mesure mes avancées, d'avoir si vite répondu à mes nombreux mails et d'avoir permis que ce mémoire se réalise dans les meilleures conditions possibles grâce à un dialogue riche et régulier.

Merci ensuite à Juan Palencia, mon rapporteur professionnel, d'avoir accepté cette tâche avec autant d'enthousiasme, de plaisir, et de m'avoir appris autant sur la Colombie. Merci également pour les contacts, pour les références culturelles et bibliographiques ainsi que pour le temps accordé malgré un planning très chargé.

Merci à Valérie Jeanne Perrier, ma responsable de master, pour son précieux carnet d'adresses qui m'a débloquée dans un moment de panique et m'a permis de ne pas me laisser envahir par le stress et les complications que je rencontrais au fil de mes recherches.

Merci également à Charlotte de Beauvoir, Antoine Boddaert, Nastasia Haftman, Margot Loizillon, Talía Olvera, Primavera Tellez Giron et Kevin Velasco, qui ont pris le temps d'apporter des réponses à mes nombreuses questions et ce, parfois malgré un décalage horaire conséquent.

# Sommaire

<b>Introduction</b>	4
<b>I - Être journaliste en Amérique latine revient à signer sa condamnation à mort</b>	11
I.1 - Être journaliste en zone de conflit est une réelle vocation ...	11
I.2 - ... qui génère beaucoup de violence	15
I.3 - Les journalistes sont les ennemis des pouvoirs politiques	17
<b>II - Les journalistes latino-américains ne sont pas assez protégés</b>	22
II.1 - Les journalistes ne bénéficient d'aucun organe de protection	22
II.2 - La majorité des crimes sont impunis ....	24
II.3 - ... ce qui déchaîne les passions	27
<b>III : Quelles solutions pour garantir sécurité et indépendance des journalistes ?</b>	31
III.1 - La naissance des plate-formes digitales	31
III.2 - Faut-il réformer le système d'apprentissage ?	34
III.3 - Le numérique est-il la nouvelle presse écrite ?	35
<b>Conclusion</b>	38
<b>Bibliographie</b>	40
<b>Annexes</b>	43
<b>Résumé</b>	53
<b>Mots-clés</b>	54

## Introduction

« La liberté d’expression au Mexique devient un mythe<sup>1</sup> ». Daniel Moreno, fondateur et rédacteur en chef de *Animal Político* - l’un des sites d’information les plus influents au Mexique, créé en 2010 et centré sur l’information politique du pays et en particulier sur le trafic de drogue, sur la corruption, sur les violences de genre et sur les droits de l’homme - constate une dégradation constante des conditions de travail des journalistes mexicains. Il faut dire qu’avec 9 journalistes assassinés en 2018, le Mexique est le pays libre le plus meurtrier pour cette profession, selon le dernier bilan publié en décembre 2018 par *Reporters sans frontières* (RSF)<sup>2</sup>. Ce chiffre place le Mexique au 144<sup>e</sup> rang mondial sur 180 en terme de liberté de la presse<sup>3</sup>. Un classement peu flatteur pour un pays pourtant développé et qui nous amène à nous demander si l’exercice du journalisme y est encore possible.



**Figure 1 : Pays les plus meurtriers pour les journalistes en 2018**

Source : « Les journalistes tués », RSF

<sup>1</sup> Citation de Daniel Moreno, fondateur et rédacteur en chef du site *Animal Político*. « Le journalisme une profession mortelle au Mexique », Réseau international, 3 novembre 2018.

<sup>2</sup> Bilan RSF des violences contre les journalistes en 2018 : “Tous les voyants sont au rouge”, 13 décembre 2018.

<sup>3</sup> Classement mondial de la liberté de la presse, RSF.

Depuis le début de l'année 2019, 3 journalistes y ont déjà trouvé la mort. Le dernier en date est Santiago Barroso. Âgé de 47 ans, ce journaliste enquêtait actuellement sur la présence de trafiquants de drogue dans la ville de San Luis Rio Colorado, dans l'État de Sonora, à la frontière avec les États-Unis. Une enquête qui lui aura coûté la vie. Santiago Barroso a été tué par balles à son domicile. Ainsi, RSF a demandé courant mars à la Cour pénale internationale (CPI) de lever le voile sur les 102 assassinats et les 14 disparitions de journalistes perpétrés entre 2012 et 2018 au Mexique.

Mais là-bas, la notion de grand groupe est beaucoup plus développée qu'en France. Il y a donc moins de médias. Televisa et TV-Azteca sont les deux groupes de presse principaux et ils laissent peu de place au reste. C'est pourquoi les médias communautaires sont privés de fréquence légale et souffrent de persécution. Selon la définition, ce sont des « outils de communication de proximité et de participation pour les populations exclues des médias traditionnels<sup>4</sup> ».

L'industrie des médias est pourtant en plein essor mais elle est contrôlée par de riches magnats latino-américains, ce qui représente une « faille de réglementation flagrante<sup>5</sup> » pour *Reporters sans frontières* qui a alors décidé de mettre au point le MOM (Media Ownership Monitor) Project, destiné à savoir à qui appartiennent les médias. Trente-huit des quarante-deux médias analysés par le MOM Project au Mexique dépendent de la publicité gouvernementale. Par exemple, RSF a constaté que 35% des budgets publicitaires du gouvernement étaient alloués aux télévisions<sup>6</sup>. Et les responsables des deux sociétés télévisuelles dominantes du pays sont engagés dans les organes législatifs de l'État. On les surnomme ainsi la « Telebandaca », traduit en français par « le banc de la télévision ». En conséquence, le site *Animal Político* considéré comme détracteur du gouvernement, car le contenu de son site internet va à l'encontre des politiques mexicaines et traite de sujets très sensibles dans le pays, ne perçoit quasiment aucune redevance de l'État.

Nous percevons donc une forte dépendance des médias envers le gouvernement qui freine la liberté de la presse. Lorsqu'un organe de presse, que ce soit un site

---

<sup>4</sup> « Qu'est-ce qu'un média communautaire ? », E-Joussour, avril 2016.

<sup>5</sup> «Forbidden stories l'union sacrée des journalistes contre la censure », Sorb'on, 17 mars 2018.

<sup>6</sup> « Media Ownership Monitor Mexico », RSF.

d'information en ligne ou bien un journal papier, va à l'encontre de la volonté gouvernementale, ses subventions sont supprimées et il est conduit à la faillite. De plus, nous remarquons qu'en Colombie et au Mexique les journaux n'ont pas d'étiquette ou de ligne éditoriale marquée pour la plupart, alors qu'en France des médias de tout bord politique existent librement et subsistent. Leurs subventions ne sont pas ôtées sous prétexte qu'ils sont en faveur de l'opposition.

Cependant, depuis le mois de novembre 2018, à New-York, s'est ouvert le procès de Joaquín Guzmán. Surnommé « El Chapo » par ses pairs, il était à la tête du plus puissant cartel de drogue mexicain, le cartel de Sinaloa. Il est donc légitime de se demander si son jugement et la peine qui sera prononcée à son encontre engendrera des changements dans le pays. Les journalistes seront-ils plus protégés ou, au contraire, l'homme qui a pris la relève de « El Chapo » sera-t-il encore plus cruel que son prédécesseur ?

De plus, ce procès a déjà mis en lumière de possibles affaires de corruption, d'attribution de pots de vin, entre les membres du cartel de Sinaloa et deux anciens présidents mexicains, à savoir Felipe Calderón et Enrique Peña Nieto. Ce dernier a d'ailleurs été remplacé par Andrés Manuel Lopez Ortega (AMLO), qui souhaite faire de la lutte contre la corruption et contre les narco-trafiquants sa priorité, début décembre. Alors, ce nouveau régime politique va-t-il faire bouger les choses en terme de liberté de la presse ?

Enfin, l'exemple de la Colombie - un pays dont on parle peu en France et dans lequel il y a une grande culture de la coca mais également beaucoup de guerrillas - semble judicieux. Les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), en exercice jusqu'en 2016, ont notamment contribué à séquestrer des journalistes à l'image de Roméo Langlois retenu pendant 33 jours, en 2012. Mais depuis 2016, les FARC se sont transformées en « la FARC » (Force alternative révolutionnaire commune). Désormais convertie en un parti politique, la FARC a rendu les armes à l'ONU courant 2017 après avoir signé un accord de paix avec l'ex-président Juan Manuel Santos. Ainsi, ce changement signifie-t-il vraiment l'arrivée de la paix ou, à l'inverse, intervenir en

politique ne serait-il pas un moyen pour ses anciens membres de mieux contrôler la presse ?

La Colombie est également connue pour avoir abrité le célèbre cartel de Medellín dirigé par Pablo Escobar, l'un des plus célèbres trafiquants de drogue au monde. Colombie et Mexique sont alors étroitement liés, par le trafic de stupéfiants d'une part et par les assassinats de journalistes d'autre part. Ils ont d'ailleurs fait l'objet de divers films et séries, dont *Narcos* sur Netflix. Ces histoires intriguent donc la population mais également les réalisateurs de cinéma et elles ont une portée universelle. En France, trois jeunes étudiants de l'Irest (Institut de recherches et d'études sur le tourisme) ont fondé l'association *Nouvelle Colombie*, car depuis la signature de l'accord de paix en 2016 le tourisme est un secteur qui prend de plus en plus d'ampleur dans le pays<sup>7</sup>.

Toutefois, ces dernières années, les médias internationaux tentent de redorer l'image de la Colombie en mettant en valeur son développement, notamment au niveau touristique, et le pays semble moins faire parler de lui concernant les séquestrations et les intimidations faites aux journalistes. Est-ce une réalité ou une simple illusion ?

Ainsi, nous pouvons nous demander si le système médiatique latino-américain, aux antipodes du système français, permet l'exercice d'un journalisme libre et indépendant tel qu'on l'entend en France ou bien si la corruption, le trafic de drogue et le crime organisé qui règnent dans ces deux pays obligent les journalistes à pratiquer un journalisme inédit, dont les codes diffèrent de ceux que nous connaissons en Europe.

Plusieurs hypothèses viennent appuyer cette problématique, bien que très peu de travaux aient été réalisés à ce sujet. Tout d'abord, nous pouvons penser que le journalisme est un métier passion, une réelle vocation et ce, peu importe la région du monde dans laquelle il est pratiqué. Ainsi, la volonté de faire éclater au grand jour des scandales ou de simplement informer les habitants sur tous les sujets qui rythment leur pays, leur quotidien, prend le pas sur la peur du danger. Les journalistes sont au courant

---

<sup>7</sup> Léonor Lumineau, Margherita Nasi, « En Colombie les jeunes mettent leurs diplômes au service de la paix », *Le Monde Campus*, 7 juin 2018.

du risque qu'ils prennent mais leur conscience professionnelle les pousse à braver le danger quitte à mettre leur vie en péril pour servir l'intérêt de la population<sup>8</sup>.

Mais traiter de certains thèmes génère d'innombrables actes de violence. Un témoin explique d'ailleurs dans le livre de Javier Valdez Cárdenas, *Narcoperiodismo*, que « la couverture de sujets à propos de l'ordre public, des conflits armés, de la corruption [...] est systématiquement accompagnée de pressions, d'intimidations et de violences ». Dès l'instant où le gouvernement, les gangs armés, les trafiquants de drogue, sont mis en cause, le danger est décuplé. Il semble plus aisé d'être journaliste culturel ou bien sportif dans ces régions où la culture de la coca est extrêmement répandue. De plus, la corruption réelle et les relations cachées entre personnes influentes et trafiquants<sup>9</sup> augmente le risque de mort pour les journalistes qui s'aventurent dans la révélation de ces dernières.

Par conséquent, les journalistes se convertissent en ennemis des pouvoirs politiques et des puissances armées du Mexique et de la Colombie. Les habitants eux, peuvent être leurs alliés ou bien également leur ennemis. Parfois, certains n'osent pas parler alors que d'autres ont conscience que sans les enquêtes menées par des journalistes certaines affaires n'auraient jamais éclaté au grand jour.

D'autre part, l'Amérique latine est la zone géographique dans laquelle l'impunité est la plus élevée. On relève près de 99,75% des crimes envers les journalistes qui restent impunis selon les données de l'Institut Belisario Domínguez<sup>10</sup>. Cet institut est un organisme spécialisé, chargé de réaliser des enquêtes stratégiques sur le développement national mais également un espace de discussion et de partage d'idées libre, pluriel et objectif dirigé par un comité de direction qui a à sa tête un président de l'Institut et trois secrétaires. Tous sont sénateurs de la République mexicaine.

---

<sup>8</sup> AFP, « La Mexicaine Daniela Rea lance un cri d'alarme contre les meurtres de journalistes », l'Express, 28 septembre 2018.

<sup>9</sup> Javier Valdez Cárdenas, *Narcoperiodismo*, page 157.

<sup>10</sup> A.N, « 99.75% de delitos contra periodistas quedan impunes: Instituto Belisario Domínguez », Aristegui Noticias, 1er avril 2017.

Les données<sup>11</sup> de cet institut nous montrent que les journalistes ne bénéficient donc d'aucune protection particulière malgré leur statut. Seules des plateformes telles que *Mexicoleaks* ou *Forbidden Stories* permettent de poursuivre le travail de journalistes disparus<sup>12</sup>. Des associations de journalistes tentent de lutter contre les agressions, contre les assassinats, contre les séquestrations et de faire entendre leur voix. Mais sans soutien politique, leurs actes ne mèneront pas aussi loin qu'ils le souhaiteraient.

L'émergence d'internet a donc permis le développement de divers outils au service des employés de la presse. Des outils qui peuvent également être préjudiciables. En effet, aujourd'hui, il est très simple de retrouver l'auteur d'un article même si celui-ci utilise un pseudonyme dans l'espoir de passer inaperçu. Adresse IP, historique de navigation, réseaux sociaux sont autant de moyens qui permettent d'identifier et de retrouver en un temps record une personne. De plus, l'utilisation d'un pseudonyme peut permettre à un journaliste de se protéger mais dans ce cas, pourquoi faire une enquête si c'est pour ne pas l'assumer par la suite ? Le journaliste peut-il réellement se cacher ? Ne vaut-il pas mieux assumer ses actes même si ces derniers peuvent engendrer de lourdes conséquences ? Au lieu de se cacher derrière un pseudonyme, ne vaut-il mieux pas s'abstenir de traiter un sujet dangereux ?

Enfin, en Amérique latine, le journalisme est enseigné à l'université. Le système des écoles de journalisme est un mécanisme purement français. Ce manque de « cadre » dû au grand nombre d'étudiants en licence de journalisme augmente-t-il l'insécurité ? En France, le système des écoles permet aux étudiants de se créer un premier réseau et de bénéficier d'un réel encadrement, d'être guidé afin d'éviter certains pièges. Or, à l'université, les étudiants sont livrés à eux-mêmes, ils sont autonomes (du moins en France), ce qui ne leur permet pas d'avoir un suivi personnalisé comme nous l'avons dans notre pays.

Pour apporter une réponse à la problématique, nous avons mené divers entretiens avec des journalistes exerçant en Colombie et au Mexique afin de recueillir

---

<sup>11</sup> A.N, « 99.75% de delitos contra periodistas quedan impunes: Instituto Belisario Domínguez », Aristegui Noticias, 1<sup>er</sup> avril 2017.

<sup>12</sup> Explications dans le III.1, page 31 de ce mémoire.

leur expérience et d'avoir une vision de l'intérieur pour contrebalancer notre propos. Parmi les personnes interrogées, il y a Nastasia Haftman, une jeune française de 26 ans qui est partie s'installer en Colombie il y a trois ans et demi et Margot Loizillon, française également, journaliste mais aussi enseignante à l'université de Bogotá en licence journalisme et communication.

De plus, nous nous sommes également appuyés sur divers outils ; sur deux œuvres littéraires complètes, à savoir *Jungle Blues*<sup>13</sup> de Roméo Langlois qui raconte sa vie d'otage des FARC, et *Narcoperiodismo*<sup>14</sup> de Javier Valdez Cárdenas qui traite des violences envers les journalistes au Mexique au travers de témoignages, mais aussi sur le documentaire *À balles réelles* réalisé par Roméo Langlois pour France 24, ainsi que sur de multiples articles de presse.

Dans un premier temps nous verrons qu'être journaliste en Amérique latine revient à mettre sa vie en péril jusqu'à, parfois, la sacrifier ou la perdre car les pouvoirs politiques ne protègent pas les organes de presse et font des journalistes leurs ennemis. Ensuite, nous analyserons ce manque de protection envers les journalistes et nous nous intéresserons aux moyens que les principaux intéressés mettent en œuvre pour rendre leur travail légitime et faire entendre leur voix. Enfin, nous étudierons diverses solutions pour permettre une plus grande indépendance de la presse, de l'université à la vie en rédaction.

---

<sup>13</sup> Roméo Langlois, *Jungle Blues*, Don Quichotte, 2012.

<sup>14</sup> Javier Valdez Cárdenas, *Narcoperiodismo : la prensa en medio del crimen y la denuncia*, Aguilar, 2016.

## **I - Être journaliste en Amérique latine revient à signer sa condamnation à mort**

Un journaliste ne connaît pas de routine mais le caractère inédit, imprévu de son emploi du temps peut parfois se révéler tragique et ce, particulièrement en terrain dangereux. Faire le pari du journalisme en Amérique latine s'avère donc risqué.

### I.1 - Être journaliste en zone de conflit est une réelle vocation ...

Qu'est-ce qui peut pousser un individu lambda à se lancer dans une telle profession, où la concurrence est rude et le chemin semé d'embûches ? Quelle force peut pousser une personne à braver le danger pour offrir de l'information à tout prix ?

Le journalisme se définit comme « la manière de présenter les faits et les événements sous un certain éclairage<sup>15</sup> ». Il s'apparente donc à une profession enrichissante réservée à une élite qui sait s'exprimer et faire passer un message pertinent à ses lecteurs de manière fluide. Mais le journalisme c'est avant tout un métier de passionnés car on ne choisit pas cette profession pour le salaire qu'il offre, souvent très faible, notamment en Amérique latine. « En Amérique latine, un reporter gagne en moyenne 200 dollars par mois avec lesquels il doit acheter du matériel, payer son forfait de communications et subvenir aux besoins de sa famille<sup>16</sup> ». Sachant que le salaire moyen est d'environ 460 euros au Mexique, un journaliste gagne donc plus de deux fois moins que la moyenne des Mexicains alors que les risques qu'il encourt sont bien plus nombreux que dans d'autres professions.

Contrairement aux idées reçues, un journaliste n'est pas objectif, il est neutre. Nous entendons le terme de neutre tel que le qualifiait Roland Barthes, c'est-à-dire, « ce qui change finement d'aspect, peut-être de sens, selon l'inclinaison du regard du sujet<sup>17</sup> ».

---

<sup>15</sup> Définition tirée du dictionnaire français Larousse en ligne. Intitulé de la recherche : « journalisme ».

<sup>16</sup> Javier Valdez Cárdenas, *Narcoperiodismo*, page 105.

<sup>17</sup> Roland Barthes, *Le neutre, Cours au Collège de France (1977-1978)*, texte établi, annoté et présenté par Thomas Clerc, Paris, Seuil/IMEC 2002, pages 261-262.

Barthes analysait le neutre comme une notion qui implique une liberté de réflexion. Ainsi, dans sa définition, le sujet rejette toute soumission, tout comme le journaliste. En effet, avant de s'engager en terrain dangereux, ce dernier se renseigne sur la zone dans laquelle on lui propose de se rendre afin d'évaluer les risques, de voir si les reportages sont possibles, et surtout, il s'interroge sur son devenir personnel. Par exemple, si un rédacteur en chef souhaite envoyer une femme journaliste française au Moyen-Orient, cette dernière va se demander quels risques elle encourt en tant que femme et, qui plus est, en tant que femme occidentale. Un journaliste pense donc avant tout à sa sécurité, c'est pourquoi il n'est pas approprié d'utiliser le terme « d'objectif » pour le qualifier.

En revanche, un journaliste fait preuve de neutralité pour raconter de la manière la plus détaillée et la plus proche de la réalité possible ce qui se passe. Au travers des mots, il doit être capable de faire passer une émotion et son lecteur doit être plongé dans l'histoire, il doit avoir l'impression de vivre pleinement la scène. Le journaliste rend alors service à la population mais en Amérique latine il ne peut pas pleinement jouir de ses droits car le niveau de vie est plus modeste qu'en Europe donc seuls les habitants appartenant à une classe sociale moyenne et riche peuvent avoir un accès facilité à l'information. Pouvoir s'informer semble alors réservé à une certaine élite et aux yeux des plus démunis, les journalistes apparaissent parfois comme des psychologues auprès desquels on peut se confier et se décharger d'un poids.

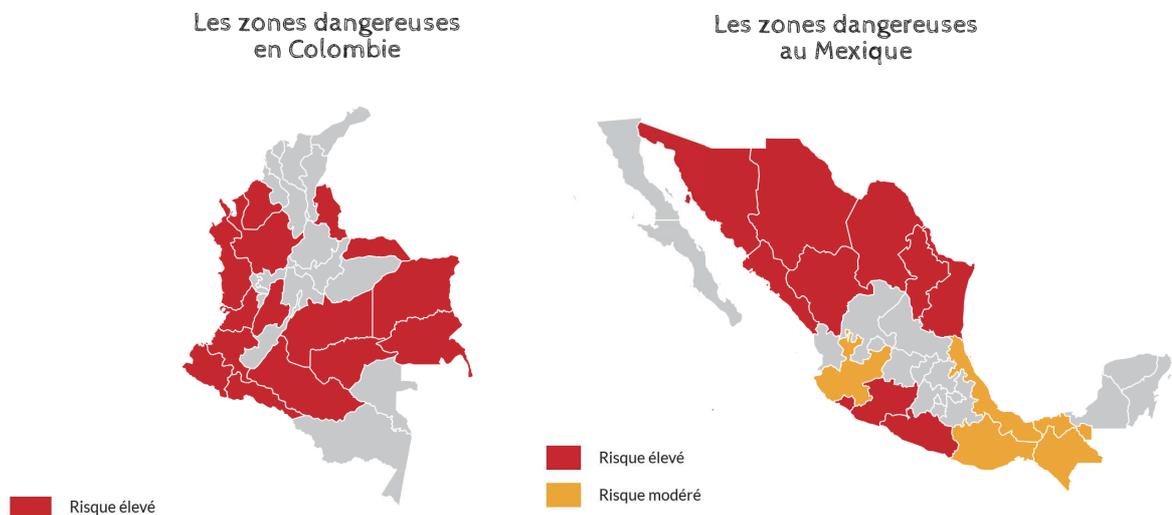
C'est donc un métier de partage qui peut, parfois, tourner au cauchemar. « Le journalisme est un privilège extraordinaire et terrible<sup>18</sup> » avait d'ailleurs déclaré Oriana Fallaci, une essayiste et journaliste italienne blessée au Mexique pendant le massacre de Tlatelolco. C'est pourquoi elle s'était ensuite attachée à parler de ce pays et de cet événement pendant sa carrière.

Cette dernière partie de citation d'Oriana Fallaci fait référence à l'absence flagrante de liberté de la presse en Colombie et au Mexique. La liberté de la presse est « une des principales libertés publiques. C'est une condition nécessaire à l'exercice de la démocratie. Elle participe du droit d'expression et de critique dont disposent tous les

---

<sup>18</sup> Oriana Fallaci, *La rage et l'orgueil*, Plon, 2002.

citoyens vivant dans les pays démocratiques<sup>19</sup> ». Elle est donc indispensable à la pratique d'un journalisme neutre, libre et indépendant. Son absence conduit les journalistes colombiens et mexicains à s'autocensurer afin de ne pas mettre leurs jours en danger. « L'autocensure est un moyen de survie. Parfois, on choisit de ne pas publier pour ne pas souffrir ou mourir [...] Nous combattons la frustration de ne pas offrir l'information en pensant que dans le futur les choses vont changer<sup>20</sup> », explique un journaliste mexicain de Tamaulipas, l'une des zones les plus dangereuses du pays.



**Figure 2 : Cartographie des zones dangereuses au Mexique et en Colombie**

Source : Site internet de France Diplomatie  
(cartographie réalisée par Lise Boulesteix)

<sup>19</sup> Définition tirée du dictionnaire français Larousse en ligne. Intitulé de la recherche : « liberté presse ».

<sup>20</sup> Javier Valdez Cárdenas, *Narcoperiodismo*, page 47.

Ainsi, cette pratique régulière et répandue de la censure de la part des médias et des journalistes eux-mêmes a conduit Jean K. Chalaby, un sociologue spécialiste des médias mondiaux et professeur de communication internationale à la City University de Londres, à établir 4 types de censure. Parmi elles, ce qu'il appelle la « censure violente<sup>21</sup> » et qu'il associe aux pays latino-américains afin de les différencier des pays européens dans lesquels on respecte le travail fait par les journalistes. Ainsi, certains prix en guise de récompense pour le danger encouru ont été créés et sont chaque année attribués à des journalistes pour saluer leur labeur alors qu'au Mexique et en Colombie la plus belle récompense pour un journaliste est d'être toujours vivant après une journée de travail.

Par conséquent, en prenant connaissance des conditions de travail plus que difficiles des journalistes en Amérique latine et particulièrement au Mexique et en Colombie, nous pourrions penser que cette profession est avant tout exercée par des hommes dans cette zone géographique. Mais, tout comme en France, le nombre de journalistes femmes est supérieur à celui des hommes.

Le journaliste est donc une personne influente, qui a un certain pouvoir sur ses lecteurs et ses interlocuteurs, mais également une personne très influençable de par le contexte tendu dans lequel il évolue en Colombie et au Mexique. Erik Neveu, qui a travaillé sur la sociologie du travail avait d'ailleurs déclaré que « les journalistes les plus en vue constitueraient une élite sociale spécifique, capable de faire et défaire les hiérarchies et les réputations dans les domaines de la culture et de la politique<sup>22</sup> ». Travailler dans l'un de ces deux pays nécessite alors de bien se renseigner en amont et de connaître sur le bout des doigts la culture, les coutumes et les pièges à éviter. Il est d'ailleurs indispensable d'apprendre à composer avec les traditions du trafic de drogue dont les conséquences peuvent parfois se révéler fatales.

---

<sup>21</sup> Jean K. Chalaby, *The invention of journalism*, 1998, Macmillan.

<sup>22</sup> Erik Neveu, *Sociologie du journalisme*, 2019, chapitre 5, « Les “pouvoirs” du journalisme ».

## I.2 - ... qui génère beaucoup de violence

Ne pouvant pas exercer pleinement son métier à cause du contexte politique et économique qui le pousse à la censure, et des violences morales et physiques qui lui sont assénées, le journaliste renonce en quelque sorte à son identité afin de se protéger. La qualité de son travail en pâtit, c'est pourquoi au Mexique certains parlent de « journalisme jaune » pour désigner les informations relayées dans les journaux papiers. Ce terme désigne des informations pauvres en contenu, ayant peu d'intérêt et qui sont écrites de manière tape-à-l'oeil pour attirer l'attention d'un maximum de personnes. L'adjectif « jaune » fait référence à la couleur du papier sur lequel était imprimé ce genre de nouvelles. L'expression est aujourd'hui utilisée pour désigner un journaliste qui rédige des articles de façon non professionnelle et qui ne respecte pas l'éthique de la fonction. Le journaliste français Philippe Merlant s'est intéressé à cette thématique afin de tenter de résoudre un mystère : « Pourquoi les médias sont-ils si souvent du côté du manche, du côté des puissants<sup>23</sup> ? ». Mais ce « journalisme jaune » est-il le fruit de sacrifices ou bien émane-t-il de la volonté des journalistes ? Ne sont-ils pas obligés de rédiger des titres aguicheurs pour détourner l'attention du sujet qui va être réellement traité et ainsi éviter la censure ?

« J'ai des problèmes familiaux. Pourquoi ? Car en vingt-quatre heures on n'a pas le temps de voir ses enfants, sa famille, son épouse. Parce que la charge de travail est trop conséquente et qu'on n'a pas le temps de rentrer chez soi alors qu'eux aimeraient que leur père avance à leurs côtés [...] Je suis absent pour les accompagner dans leur vie. Est-ce que ça en vaut la peine ? Je ne pense pas, mais c'est un sacrifice<sup>24</sup> ».

Pepis, un journaliste mexicain se sent affecté psychologiquement et physiquement. Mais il n'a pas le choix, et pas envie de changer de profession. Il est passionné et sait que s'il change de vie il ne sera plus payé de la même façon et on lui refusera des postes car il n'aura pas les diplômes nécessaires.

Pourtant, le Mexique et la Colombie sont des pays libres, non en guerre, mais la population y est autant en danger que dans un pays en état de siège. En effet, le nombre

---

<sup>23</sup> Philippe Merlant, Conférence gesticulée du journaliste, 2018.

<sup>24</sup> Javier Valdez Cárdenas, *Narcoperiodismo*, page 104, témoignage de Pepis.

de journalistes morts au Mexique est presque égal à celui de l’Afghanistan et de la Syrie<sup>25</sup>.

Enfin, 39,5% des agressions au Mexique sont des menaces ou des attaques à l’intégrité physique du journaliste et 37% d’entre elles se produisent sur les lieux de travail des journalistes. Il est également mentionné que 57% de ces attaques sont commanditées par le gouvernement national du pays<sup>26</sup>. Un phénomène qu’illustre Rossana Reguillo, journaliste mexicaine victime de menaces à cause de son métier. « Nous avons de forts indices qui démontrent que les coupables sont des agences de communication qui travaillent pour le gouvernement<sup>27</sup> ».

Les femmes sont les plus nombreuses à exercer cette profession en Amérique latine mais elles sont également les plus ciblées par les attaques des criminels. Selon un rapport publié par le CIMAC, l’organisme de communication et d’information de la femme au Mexique, la proportion d’agressions envers les femmes a augmenté de 374% entre 2002 et 2013.

Toujours selon ce rapport intitulé *Impunité. Violence contre les femmes journalistes*, 86 agressions ont été perpétrées entre 2012 et 2013 et 47 d’entre elles ont eu lieu pendant le dernier trimestre 2013. Les villes les plus dangereuses pour les femmes sont Veracruz, Oaxaca et Puebla. 39% à 47% de ces agressions sont des violences psychologiques, 20% à 25% sont des cas de violence verbale et 17% à 21% sont des cas d’agressions physiques. De plus, dans 64% des cas, des services gouvernementaux ont été identifiés comme étant la source de la violence<sup>28</sup>.

Nous constatons donc que les violences commises envers les femmes journalistes sont de nature diverse et leur nombre est très élevé. Les agressions physiques représentent une part moins importante que les violences morales mais ces dernières peuvent

---

<sup>25</sup> Bilan RSF des violences contre les journalistes en 2018 : “Tous les voyants sont au rouge”, 13 décembre 2018.

<sup>26</sup> Javier Valdez Cárdenas, *Narcoperiodismo*, page 200

<sup>27</sup> Javier Valdez Cárdenas, *Narcoperiodismo*, page 157.

<sup>28</sup> Sous la direction de Lucía Lagunes Huerta, « Impunidad. Violencia contra mujeres periodistas », CIMAC, 2014.

également s'avérer cruelles. Effectivement, un individu n'est pas obligé d'user de force ou bien d'une arme pour tuer une personne. Il peut très bien l'abattre avec de simples paroles, incisives, la traumatiser ou encore la menacer afin que, par peur, elle se retranche et abandonne. Les violences morales peuvent aussi sûrement engendrer des suicides, lorsqu'elles sont trop lourdes à supporter. Nous ne devons pas oublier d'autre part que l'Amérique latine est une zone géographique encore très machiste, où règne la culture du reggaeton, un genre musical qui place la femme dans la posture d'un objet. Ainsi, nous sommes amenés à nuancer ces chiffres.

Les journalistes perdent fréquemment la vie en exerçant leur métier. Un constat qui peut inquiéter les populations mais qui ne semble pas perturber les pouvoirs politiques avec lesquels les professionnels des médias ne semblent pas avancer dans la même direction.

### I.3 - Les journalistes sont les ennemis des pouvoirs politiques

En Amérique latine, les journalistes peuvent s'avérer être des alliés pour la population. Mais leurs relations avec les pouvoirs politiques sont loin d'être aussi cordiales, et le clivage ne date pas d'hier.

Effectivement, entre 1940 et 1990, au Mexique, le gouvernement usait de tous les moyens possibles pour contrôler la presse. Par conséquent, tous les médias, sans exception, dépendaient très largement des politiques qui, grâce aux nombreuses subventions qu'ils leur versaient, leur permettaient de vivre. En contrepartie, les médias n'étaient absolument pas indépendants. Leur ligne éditoriale allait très clairement dans le sens du pouvoir. On parlait alors à l'époque d'un « étranglement économique » pour parler de la pression que le pouvoir exécutif exerçait sur les organes de presse.

En 1990, lassés et désireux d'exercer pleinement leur métier, les journalistes se rebellent. Ils décident de ne plus servir l'intérêt des politiques d'une part, et des trafiquants de drogue, d'autre part. Mais, ils sont vite rattrapés par la réalité économique et par la mauvaise santé de la presse qui les obligent alors à se plier aux exigences du pouvoir pour éviter la banqueroute. Ainsi, l'autocensure devient une tradition dans le

pays car les propriétaires de médias sont étroitement liés aux autorités. Le journaliste perd alors de sa valeur et de sa crédibilité aux yeux des habitants qui le perçoivent comme un “serviteur” du pouvoir et non comme une personne chargée de les informer sur l’actualité de leur nation.

Les choses n’ayant pas réellement évolué dans ce pays, le journalisme est-il encore possible ? Parle-t-on de la même activité que celle qui est exercée dans d’autres pays comme la France ou les États-Unis ? Et justement, qu’en est-il des journalistes étrangers, doivent-ils eux-aussi servir le pouvoir s’ils veulent rester en vie ?

L’activité journalistique est la même partout dans le monde. Les fondements de la profession et ses objectifs restent les mêmes, c’est pourquoi malgré les pressions permanentes, certains journalistes latino-américains restent attachés à leurs convictions et persistent à vouloir exercer librement leur métier afin de prouver leur bonne foi aux habitants. « J’ai un ami qui est constamment entouré de ses 6 gardes du corps. Il a toujours tenu à couvrir des sujets polémiques, dangereux et aujourd’hui s’il sort seul, il ne survit pas<sup>29</sup> », explique Nastasia Haftman, une journaliste française installée depuis trois ans et demi en Colombie.

Très persécutés, les journalistes locaux ne sont pas logés à la même enseigne que les journalistes internationaux, beaucoup plus avantagés grâce à l’aura internationale qui les protège. Nastasia Haftman reconnaît être parfois anxieuse avant de partir en tournage, mais elle avoue tout de même n’avoir jamais ressenti de différence de traitement suivant la thématique qu’elle couvrait.

« Si un journaliste international est enlevé, tué, cela va faire énormément de bruit, l’ambassadeur va être au courant, le pays d’origine du journaliste va s’en mêler et l’image du pays dans lequel le crime aura été perpétré va en pâtir. Donc les journalistes internationaux sont beaucoup plus en sécurité<sup>30</sup> ».

Nous remarquons que les individus qui commettent des violences ou des crimes prennent donc le temps de se renseigner en amont sur la personne qu’ils ciblent mais également sur les risques qu’ils encourent en s’en prenant à cette personne en

---

<sup>29</sup> Entretien avec Nastasia Haftman, journaliste française installée en Colombie. Voir annexe 1.

<sup>30</sup> Ibid.

particulier. En effet, l'impunité est très élevée en Amérique latine<sup>31</sup> mais les pays occidentaux, comme la France, par exemple, ne céderont sûrement pas et mettront tout en œuvre pour condamner l'auteur de tels actes. De plus, si le criminel se fait repérer dans le cadre d'un assassinat de journaliste étranger, il sera également encore plus contrôlé en interne, y compris pour des crimes commis sur les journalistes locaux. Cela explique alors pourquoi des journalistes internationaux peuvent se permettre de toucher à tout type de sujets librement.

Quelques tentatives d'indépendance des médias ont vu le jour au début du XIX<sup>e</sup> siècle au Mexique. A cette époque est né *El diario de México*<sup>32</sup>, considéré comme le premier vrai journal du pays et non comme le porte-parole du gouvernement. Cette naissance entraîne une diversification de la presse et, à la fin du XIX<sup>e</sup>, on assiste à l'apparition de la presse industrielle qui est plus généraliste et destinée à un plus large public.

D'autre part, pendant les guerres mondiales, la presse prend un nouveau tournant : elle se convertit en un outil de propagande qui véhicule des idées et une culture liées aux conflits. Les meilleurs exemples de propagande à l'époque sont *El Angel de la Sierra*<sup>33</sup> ou *El correo americano del sur*<sup>34</sup>. Ainsi, en 1945, qui marque la fin de la Seconde Guerre mondiale, Porfirio Díaz a tout mis en œuvre pour contrôler la presse connue. Il a instauré la violence envers les journaux de l'opposition tels que *El Hijo de Ahuizote*<sup>35</sup>, ce qui a engendré un problème d'éthique car l'intérêt politique et économique ont commencé à prendre le dessus sur la déontologie de la profession. Ainsi, un média de l'opposition se voit immédiatement supprimé.

Ce modèle de gouvernance est remis en cause en 1982, au Mexique. Alors qu'éclate une grande crise économique, on voit naître un nouveau titre, *El Financiero*, bien décidé à s'imposer comme un média indépendant de tout pouvoir<sup>36</sup>.

---

<sup>31</sup> Se référer au II.1 de ce mémoire, page 22.

<sup>32</sup> Ce titre signifie *Le journal de Mexico*, en français.

<sup>33</sup> Ce titre signifie *L'ange de la montagne*, en français.

<sup>34</sup> Ce titre signifie *Le courrier sud-américain*, en français.

<sup>35</sup> Ce titre signifie *Le fils de Ahuizote*, en français.

<sup>36</sup> Ce titre signifie *Le financier*, en français.

Il semble donc très clair que le pouvoir souhaite, et ce depuis toujours, créer une fracture entre les journalistes et la population afin de décrédibiliser le travail de la presse et de faire disparaître tous les titres nationaux. Cela a fonctionné avec certains habitants, mais d'autres affichent clairement leur solidarité aux journalistes, comme en témoigne Nastasia Haftman.

« Certaines personnes sont inaccessibles et ferment leur porte dès qu'elles voient un journaliste arriver. En revanche, d'autres se montrent très reconnaissantes et sont parfaitement conscientes que sans le travail des journalistes certaines affaires n'auraient jamais pu éclater au grand jour<sup>37</sup>. »

En tant qu'ennemis des pouvoirs politiques, les journalistes se voient barrer l'accès aux sources officielles, telles que des personnalités politiques, ou du moins ce dernier demeure biaisé. Par exemple, au Mexique, seules 3 organisations regroupent les informations et les chiffres officiels sur le trafic de drogue. Il s'agit du procureur général de la République, du secrétaire de la défense nationale et la sécurité publique. Ces 3 organes officiels sont chargés de publier des dossiers de presse mais ils le font très rarement et de manière succincte, ce qui contraint les journalistes à enquêter de leur côté pour récolter des données et donc, à mettre leur vie en péril.

La loi TIC (Technologies de l'information et de la communication), par exemple, donne à l'exécutif le pouvoir de décider du renouvellement des licences télévisuelles et radiophoniques<sup>38</sup>. Donc, par conséquent, cette loi lui permet d'avoir un contrôle intégral des médias et de pousser à la faillite ceux qui le desservent le plus. En 2018, 8 projets de lois contenant des mesures restrictives pour la liberté d'expression ont été présentés. Parmi eux, un contrôle de l'usage des réseaux sociaux, la mise en place d'une carte obligatoire pour les journalistes ou bien la censure d'un contenu légitime mais jugé trop intime par le gouvernement.

Il nous apparaît que ces mesures diminuent la liberté de la presse et vont à l'encontre de l'essence du journalisme car il est interdit d'exiger un diplôme ou bien une carte de journaliste, que ce soit en France ou ailleurs. Rien n'oblige un individu à posséder une

---

<sup>37</sup> Entretien avec Nastasia Haftman, journaliste française en Colombie. Voir annexe 1.

<sup>38</sup> Raúl Ávila Forero, « La ley TIC », Dinero, 12 juin 2009.

carte de presse. Par conséquent, cette mesure semble vouloir viser à restreindre encore plus l'accès à la profession pour les journalistes locaux et à enlever toute légitimité à une personne qui exerce le métier de manière indépendante.

Par exemple, en Colombie, durant la présidence d'Álvaro Uribe entre 2002 et 2010, le pays a fait face au scandale des écoutes nommé « Chuzadas ». Ces écoutes ont été effectuées par les services secrets et ont concerné des dizaines de journalistes, de magistrats ou encore des ONG européennes, qui ont reçu des menaces visant à les faire abandonner et à les discréditer. Le lieu où elles ont été mises en place est le Palais Nariño, le palais présidentiel, mais le gouvernement d'Uribe a toujours nié en être à l'origine<sup>39</sup>.

Être journaliste en Colombie et au Mexique requiert une forte détermination et beaucoup de passion pour avoir le courage de braver les dangers encourus. Mais les risques pris par les journalistes pour apporter une information précise et de qualité aux lecteurs ne sont pas récompensés à la hauteur du danger encouru.

---

<sup>39</sup> Colprensa, « La Corte Suprema afirmó que chuzadas a Uribe no son ilegales », El Heraldo, 18 septembre 2018.

## **II - Les journalistes latino-américains ne sont pas assez protégés**

En Amérique latine, les climats politique et social sont aux antipodes de ceux auxquels nous sommes habitués en France. Et les menaces prononcées envers les journalistes sont plus souvent mises à exécution que dans l'hexagone. Pourtant, les professionnels des médias ne bénéficient pas d'une protection particulière, renforcée, bien au contraire.

### II.1 - Les journalistes ne bénéficient d'aucun organe de protection

En Amérique latine, il y a différents acteurs qui orchestrent les menaces et différents moyens de faire pression sur les journalistes. Les menaces peuvent venir des fonctionnaires qui abusent de l'appareil juridique pour appliquer une censure, des forces publiques ou encore des particuliers qui profèrent des attaques par le biais des réseaux sociaux notamment. La plupart du temps, elles sont orchestrées par des trafiquants de drogue mais elles sont commandées par des personnes extérieures. Les dealers n'ont pas accès à la presse donc ce ne sont pas eux qui vont trouver le travail d'un journaliste compromettant. Mais l'État ne protège pas les journalistes, il ne garantit aucune justice et n'ouvre que très exceptionnellement des enquêtes. Au cours des 6 dernières années, seules 2 condamnations ont été prononcées alors que 800 cas d'agressions ont été enregistrés<sup>40</sup>.

Ainsi, les journalistes colombiens et mexicains ne bénéficient d'aucun organe de protection institutionnel, gouvernemental. Il n'existe pas non plus de syndicat ni d'organisations d'État pour défendre leurs droits, ni le système de carte de presse que nous connaissons en France et qui permet de répertorier tous les journalistes du territoire<sup>41</sup>. Cette absence de protection institutionnalisée est grave car le journaliste est un personnage clé de la démocratie, il permet la libre circulation de l'information, combat l'ignorance et offre aux gens la possibilité de donner leur avis sur un sujet en particulier.

---

<sup>40</sup> Chiffres publiés sur le site internet *Animal Político* le 3 novembre 2018.

<sup>41</sup> Entretien avec Nastasia Haftman, journaliste française installée en Colombie depuis trois ans et demi. Voir annexe 1.

Alors comment les journalistes font-ils pour combattre ce manque cruel d'institutions de défense ? Pourront-ils continuer à exercer leur métier sans être reconnus à leur juste valeur ? L'émergence d'un syndicat ou d'un ministère de défense est-elle envisageable ?

Pour palier l'inexistence d'organes étatiques de protection, 8 associations à but non lucratif ont vu le jour pour défendre et promouvoir les droits des journalistes latino-américains. Parmi elles, la plus influente à l'échelle mondiale est la FIP, la Fédération internationale de la presse<sup>42</sup>. C'est une organisation indépendante pour journalistes et professionnels des médias dans le monde. Sa mission principale est de promouvoir et d'engager l'éthique dans le journalisme.

En 2010, l'ONU-DH<sup>43</sup> a publié une série de mesures pour assurer la sécurité des journalistes menacés pendant l'exercice de leur profession dans le but de promouvoir la liberté d'opinion. L'objectif principal de cette démarche est de permettre plus de transparence dans la vie sociale des pays d'Amérique latine.

A l'échelle locale, au Mexique, l'ONU et la CIDH ont également proposé au gouvernement de créer un conseil indépendant pour en finir avec les crimes perpétrés contre des médias. Ainsi, en 2012 est né un mécanisme gouvernemental destiné à protéger les professionnels des médias. Mais faute de suivi et d'engagement politique réel dans cette protection, le Mexique comptait toujours autant d'agressions en 2017 qu'en 2010<sup>44</sup>. La mise en place de ce système a donc été un échec cuisant pour le pays.

L'exemple le plus parlant et le plus symbolique de cet échec est l'assassinat en 2017 du journaliste d'investigation mexicain, également correspondant pour l'Agence France Presse, Javier Valdez Cárdenas. Très engagé et figure emblématique de son pays, J. Valdez luttait depuis longtemps pour faire reconnaître les droits des journalistes et n'avait pas peur d'aller à l'encontre de l'opinion politique. Très polémique, son assassinat a fait des émules dans tout le pays et a obligé Enrique Peña Nieto, le président de l'époque, à prendre position et surtout, à prendre une décision afin

---

<sup>42</sup> Site internet de la FIP : [www.ipf-fip.org](http://www.ipf-fip.org).

<sup>43</sup> L'ONU-DH est l'entité chargée des droits de l'homme au sein de l'ONU. Elle possède depuis 2002 un bureau au Mexique pour renforcer la diffusion et l'application des droits de l'homme dans le pays.

<sup>44</sup> Conclusion tirée de l'étude des différents rapports publiés par RSF.

d'améliorer une situation qui semble plus que désespérée. Mais, depuis ce jour rien n'a changé et les journalistes n'ont pas vu leurs conditions de travail évoluer.

Toutefois, la Colombie est un « pays neuf<sup>45</sup> », qui date du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Sa Constitution n'est pas encore totalement établie et des évolutions de la société se font chaque jour un peu plus ressentir. Avant, il y a une quinzaine d'années, il y avait une trentaine de meurtres chaque jour en Colombie alors qu'aujourd'hui la vie est plus calme et le nombre d'assassinats journaliers a fortement diminué<sup>46</sup>. La société évolue et la manière de vivre des Colombiens, bien que leur niveau de vie soit plus faible qu'en Europe, s'apparente à la manière de vivre des Français<sup>47</sup>. Nous pouvons donc penser que la nouvelle génération de journalistes fera un jour émerger un syndicat ou bien demandera la création d'une loi spécifique à la liberté de la presse et à la sécurité des journalistes.

Les crimes se succèdent et se ressemblent mais les sanctions, elles, se font attendre. Les crimes, devenus quotidiens en Amérique latine, restent pour la grande majorité impunis.

## II.2 - La majorité des crimes sont impunis ....

« C'est cette impunité qui est à la base de nos problèmes<sup>48</sup> ». Selon Rodrigo Santiago Juarez, 90% des crimes commis envers les journalistes sont impunis au Mexique<sup>49</sup>. Ainsi, c'est le septième pays au monde dans lequel l'impunité est la plus

---

<sup>45</sup> Rhoda Desbordes-Vella, « L'information internationale en Amérique du sud : les agences et les réseaux 1874-1919 », Le temps des médias 2013/1 n°20.

<sup>46</sup> Juan Palencia, Colombien en France depuis huit ans affirme qu'il y a plusieurs années il pouvait y avoir quarante meurtres dans une journée mais qu'aujourd'hui les choses se sont calmées. Sa mère ne l'appelle plus uniquement pour lui rendre compte des assassinats qui ont eu lieu.

<sup>47</sup> Entretien avec Antoine Boddaert. Voir annexe 2.

<sup>48</sup> Citation de Daniela Rea, journaliste mexicaine lauréate du premier prix Breach/Valdez dans un entretien accordé à l'AFP. « La Mexicaine Daniela Rea lance un cri d'alarme contre les meurtres de journalistes », L'Express, 28 septembre 2018.

<sup>49</sup> Pedro Zamora Briseño, « Impunidad en asesinatos de periodistas en México es de 90%: CNDH », proceso.com, 25 janvier 2018.

élevée<sup>50</sup>. Depuis l'année 2000, 140 journalistes ont été assassinés et une vingtaine a disparu depuis 2005.

De plus, 52 attentats ont été perpétrés contre des rédactions depuis 2006 et sur 176 cas de violences recensés, seuls 17 ont été condamnés<sup>51</sup>.

En Colombie, entre 1938 et avril 2018, 158 journalistes ont été assassinés pour leur métier et dans la majorité des cas, la justice est restée négligente<sup>52</sup>.

Les chiffres de l'impunité sont impressionnants et ce phénomène généralisé transforme le monde en une entité vulnérable car le gouvernement et les forces de police locales ne tentent pas de lutter contre et de faire diminuer ces données extrêmement élevées. Ainsi, nous sommes amenés à penser que cela entraîne certains journalistes à cacher leurs informations et que cela empêche également la population locale d'être au courant en temps réel de ce qui se passe dans le pays. Les habitants peuvent alors, inconsciemment, courir un danger car certaines informations ne leur sont pas remontées.

Par conséquent, l'impunité génère de l'angoisse. Les journalistes locaux ont peur de se rendre quotidiennement au travail, de peur de ne pas rentrer chez eux le soir. Il est alors impossible de partir travailler dans un pays tel que le Mexique et la Colombie à l'aveugle car l'ignorance et la banalisation du danger tuent les professionnels<sup>53</sup>.

D'autre part, le crime fait également partie du quotidien des latino-américains car plusieurs dizaines de personnes meurent chaque jour dans ces pays<sup>54</sup>. Les policiers ne peuvent alors pas exercer leur métier correctement et il leur est impossible d'identifier chaque auteur de crime. Mais les forces de l'ordre sont également faciles à manipuler.

---

<sup>50</sup> Rafael Montes, « México, el sexto país con más impunidad en asesinatos de periodistas », milenio.com, 31 octobre 2017.

<sup>51</sup> *Animal político*, rubrique « Narcodata » sur le site internet.

<sup>52</sup> « La presse colombienne doit être mieux protégée », RSF, 3 août 2018.

<sup>53</sup> Entretien avec Nastasia Haftman : « *Il est impossible d'y aller à l'aveugle, c'est le meilleur moyen de se planter !* ». Voir annexe 1.

<sup>54</sup> Bilan RSF des violences contre les journalistes en 2018 : « Tous les voyants sont au rouge », 13 décembre 2018.

Daniel Reyes, qui a été journaliste au Mexique pendant plusieurs années, a constaté une réelle corruption dans son pays avec les agents de police.

« Un soir, je rentrais d'un festival de musique, et j'avais trop bu. Je me suis fait arrêter par la police et j'aurais dû, en toute logique, avoir une amende. Mais quand je leur ai dit que j'étais journaliste et que je leur ai montré le matériel dans le coffre de la voiture il m'ont relâché en me disant qu'ils allaient faire comme s'il n'avaient rien vu ».

La négligence de la police est donc à double tranchant pour les journalistes. Elle peut leur être bénéfique et les sauver d'une situation délicate alors que parfois, la négligence policière les pousse, à l'inverse, dans une situation délicate. Leur posture se révèle alors contradictoire, ce qui nous laisse à penser que leurs faits et gestes sont peut-être orchestrés par une autre autorité.

Ce constat a conduit France 24, France Médias Monde et RSF à développer une formation pour préparer les journalistes au terrain dangereux. Est alors né en 2014 « Le Manoir », un lieu situé à Bagneux, en région parisienne et qui offre des formations de 6 jours à un groupe de 12 journalistes pour les préparer au mieux à affronter les risques du terrain dangereux<sup>55</sup>. La formation combine cours théoriques et pratiques, ainsi que des mises en situation au plus proche de la réalité. Des commandos tirent d'ailleurs avec de vraies balles afin que les journalistes entendent le bruit réel d'une balle, qu'ils prennent connaissance de l'odeur et de la chaleur qu'un tir peut dégager.

D'un coût de 3 200 euros, cette formation est devenue incontournable pour les grands médias français. Elle accueille également de plus en plus de pigistes ainsi que des étudiants de l'IPJ, Institut Paris Dauphine, qui l'a rendue obligatoire après que certains de leurs étudiants ont été blessés au Stade de France et au Bataclan pendant les attentats de Paris.

La protection des journalistes est donc un enjeu majeur, notamment pour la France. Par conséquent, les journalistes français arrivent mieux préparés sur le terrain et cet entraînement couplé avec leur statut international leur assure une plus grande protection en zones à risques comme au Mexique ou en Colombie. Les médias français ont donc

---

<sup>55</sup> « Reportage en zones dangereuses », Académie France 24.

conscience du danger mais il faudrait également que le pays dans lequel ont lieu les violences agisse.

Voir leurs collègues se faire tuer et leurs agresseurs ne pas être jugés ou condamnés pousse les journalistes à unir leur force pour tenter de faire entendre leur voix et de faire avancer les choses afin que leurs droits soient un jour reconnus.

### II.3 - ... ce qui déchaîne les passions

Les journalistes ne restent pas sans rien faire. Mais quelles sont leurs réactions face à ces injustices et à ces non condamnations ?

Face à cette impunité grandissante en Amérique latine, les journalistes font preuve d'une forte solidarité. Ainsi, et ce depuis 1971, le 9 février a été déclaré « Día del periodista y del comunicador », c'est-à-dire journée nationale du journaliste, en Colombie<sup>56</sup>. Le 9 février correspond au jour de lancement du journal *Papel periódico de Santa Fe*<sup>57</sup>, défini comme pionnier du journalisme en Colombie. Ainsi, la date du 9 février a été choisie pour célébrer le journaliste et figure même dans l'article 14 de la loi de 1975.

Dans la capitale, Bogotá, on retrouve également la « Fondation pour la liberté de la presse<sup>58</sup> ». C'est une organisation non gouvernementale qui défend la liberté d'expression et promeut un climat optimal afin que tous les journalistes exercent leur métier dans les meilleurs conditions possibles. Elle veille également à ce que tous les Colombiens aient un accès démocratisé à la presse et à l'information car là-bas, la moitié des communes n'ont pas accès à la presse locale alors que ces dernières regroupent près de 9 millions d'habitants. Les actions de l'organisation sont coordonnées par Jonathan Bock Ruiz, un journaliste madrilène.

---

<sup>56</sup> Site internet [www.afacom.org](http://www.afacom.org).

<sup>57</sup> Ce titre signifie *Le journal de Santa Fe*, en français.

<sup>58</sup> Site internet de la fédération : [flip.org](http://flip.org).

Cette solidarité entre journalistes se retrouve à l'extérieur des rédactions, sur le terrain mais également à l'intérieur d'un média car certaines rédactions, mexicaines notamment, ont créé un conseil technique de sécurité. Cela signifie que les rédactions ont mis au point une ligne téléphonique d'urgence afin que les journalistes puissent prévenir du danger qu'ils encourent en temps réel et être secourus instantanément par un confrère qui se trouve sur les lieux ou non loin de là.

D'autre part, cette coopération est aussi visible sur le terrain : un journaliste n'en laissera jamais un seul, démuné, livré à lui-même. Cela se ressent très bien dans l'œuvre de Roméo Langlois, *Jungle Blues*, car il nous explique que lorsqu'ils ont appris sa prise d'otage, ses collègues français ont immédiatement pris un avion pour se rendre en Colombie et ont également tout de suite prévenu leurs confrères colombiens qui ont tout mis en œuvre pour le localiser et le retrouver sain et sauf au plus vite. Ces derniers ont utilisé tous leurs contacts et ont même usé de subterfuges, parfois quitte à se mettre en danger, pour essayer d'obtenir des vidéos et des informations auprès des forces paramilitaires<sup>59</sup>.

« A Bogotá, il est une heure du matin quand mes amis quittent l'appartement de Claire avec un plan d'action : à l'aube, Vlad, Boris et Simone se rendent à Larandía [...] Alex mon colocataire américain souhaite lui-aussi aller sur le terrain. Mais la présence d'un Américain d'origine israélienne de surcroît, pourrait être mal interprétée par les FARC<sup>60</sup> ».

La solidarité prime donc sur le danger. Les journalistes œuvrent pour faire éclater la vérité à tout prix et lorsque l'un des leurs est en danger, ils en oublient leur propre sécurité pour sauver leur confrère.

Ce phénomène est également illustré par l'instauration d'une base de données qui permet à 5 journalistes qui se trouvent autour d'un employé en danger de le localiser précisément pour lui procurer de l'aide. Dès qu'un journaliste signale un danger, cela envoie immédiatement une alerte aux 5 confrères qui se trouvent à côté donc cela signifie que les rédactions ont uni leurs forces afin d'apparaître plus fortes et plus réactives face aux menaces que reçoivent les journalistes.

---

<sup>59</sup> Roméo Langlois, *Jungle Blues*, Don Quichotte, 2012.

<sup>60</sup> Roméo Langlois, *Jungle Blues*, page 77.

Pour affirmer leur unité, qu'ils soient issus de la radio, de la presse papier ou de la télévision, les professionnels des médias joignent leurs voix dans la rue. Des mouvements de protestations comme « Ya Basta !<sup>61</sup> » ou encore « Los queremos vivos<sup>62</sup> » ont vu le jour car beaucoup pensent que le “vrai métier” de journaliste est mort à cause de la corruption et des violences à répétition. Ils manifestent alors régulièrement pour exprimer leur lassitude et leur envie de retrouver l'essence même de cette profession qui les anime depuis toujours<sup>63</sup>.

Cependant, certains ont tout de même des avis divergents à l'image de Garza, un journaliste mexicain de *El siglo de Torreón*<sup>64</sup> qui pense que le journalisme n'est pas mort mais qu'il est tout simplement en résistance.

Enfin, deux organisations influentes sont destinées à soutenir les journalistes et à leur montrer qu'on ne les oublie pas.

Au Mexique, il s'agit de *Periodistas de a pie*<sup>65</sup>, une association de journalistes en exercice désireux d'augmenter la qualité du journalisme produit dans le pays. Elle a été fondée en 2007 et, depuis 2014, elle fait partie du réseau mondial de journalistes d'investigation. Ses ambitions principales sont premièrement d'élaborer des manuels et des contenus de référence pour permettre et faciliter la couverture de sujets spécifiques, pour assurer la sécurité des journalistes et pour servir d'outils de recherches aux freelance. Toutefois, l'organisation souhaite aussi promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies, d'outils et de moyens alternatifs pour l'exercice du journalisme, pour la diffusion de contenus, pour le renforcement des liens avec divers secteurs sociaux et l'échange d'informations, de référence, d'expériences et de contacts. Et d'autre part, créer du lien avec d'autres associations de journalistes au niveau national et au niveau mondial pour que le soutien soit plus étendu.

---

<sup>61</sup> Ce terme signifie « ça suffit ! », en français, et témoigne de la lassitude des journalistes latino-américains.

<sup>62</sup> Cette expression signifie « Nous voulons les voir vivants », en français.

<sup>63</sup> Javiez Valdez Cárdenas, *Narcoperiodismo*, page 80

<sup>64</sup> Cela signifie *Le siècle de Torreón* en français. Torreón étant en ville mexicaine.

<sup>65</sup> Cette expression signifie “Les journalistes de la rue”, au sens d'ordinaires, en français.

En Colombie, il s'agit de *Medios para la paz*<sup>66</sup>, une association à but non lucratif composée essentiellement de journalistes. Sa mission est de faire en sorte que les journalistes, tout comme les sources et les dirigeants de médias exercent convenablement leur droit à l'information afin de consolider la paix et la démocratie. Leurs ambitions sont multiples. Ils veulent d'une part permettre l'exercice éthique et responsable de la profession. Mais également veiller à ce que les journalistes ne participent pas inconsciemment à la lutte armée. Et enfin, promouvoir un échange constant entre les différents médias et les journalistes, une analyse et une réflexion sur la situation actuelle de la Colombie. Le tout, en maintenant la paix pour ne pas affaiblir la démocratie, qui est encore en construction dans le pays.

Les crimes et l'impunité qui en découle ruinent le journalisme au Mexique et en Colombie. Ainsi, les médias du monde entier coopèrent pour aboutir à des solutions et pour faire prévaloir la liberté de pensée et la liberté d'expression, corrompues dans cette zone géographique.

---

<sup>66</sup> Cette expression signifie "Les médias pour la paix", en français.

### III : Quelles solutions pour garantir sécurité et indépendance des journalistes ?

Afin d'accroître la sécurité des journalistes et permettre à leur travail de subsister, divers outils ont été mis au point et placés à leur disposition. La mise en place de ces outils s'est accélérée avec l'arrivée d'internet et l'émergence des réseaux sociaux.

#### III.1 - La naissance des plateformes digitales

L'Amérique latine a connu des changements similaires à ceux de l'Europe depuis les années 1980, mais ces derniers sont passés quelque peu inaperçus car cette partie du globe est le parent pauvre de l'actualité en France. Michael B. Salwen et Bruce Garrison l'ont d'ailleurs constaté au travers de leurs études.

« Les changements en Amérique latine ont été beaucoup moins pris en compte que ceux survenus en Union soviétique ou en Europe. Il semble que ce n'est que lorsqu'une catastrophe naturelle se produit au sud de la frontière que le monde prend connaissance des événements de cette région<sup>67</sup> ».

Mais, comme partout, l'arrivée d'internet a changé la vie de tous les citoyens. Les nouvelles technologies ont également changé la manière de travailler de tous les corps de métier et en particulier des journalistes qui doivent faire face à l'émergence constante de nouvelles sources d'informations, plus ou moins fiables.

Mais la naissance d'internet a également permis la mise au point de nouveaux outils, de nouvelles plateformes très performantes et utiles aux journalistes à l'image de *Forbidden Stories*, au niveau international, et de *Mexicoleaks* au niveau national, au Mexique.

*Forbidden Stories* a vu le jour le 31 octobre 2017, grâce à l'alliance entre *Reporters sans frontières* et *Freedom voices network* (une boîte noire collaborative et ultra sécurisée fondée par le journaliste français Laurent Richard, à Washington).

Son principe, garder en sécurité et de manière anonyme les informations récoltées par des journalistes menacés, travaillant dans des zones à risques comme le Mexique ou la

---

<sup>67</sup> Michael B. Salwen, Bruce Garrison, *Latin American journalism*, 1991.

Grèce, par exemple. Cette plateforme a vocation à poursuivre les enquêtes initiées par des professionnels décédés ou bien contraints à abandonner leurs recherches pour sauver leur peau, car Laurent Richard a à cœur de « s'assurer qu'un maximum de personnes aura accès à une information indépendante sur des thèmes très importants comme l'environnement, la santé, les droits de l'homme ou la corruption<sup>68</sup> ». Quant à Christophe Deloire, secrétaire général de RSF, il déclare que « Forbidden Stories envoie un signal fort aux prédateurs de la liberté d'informer dans le monde entier<sup>69</sup> ».

Grâce à cette plateforme digitale, qui utilise un système codifié, les journalistes peuvent stocker et cacher l'ensemble de leurs données. Seules 2 enquêtes au maximum seront menées sur un an, car les fondateurs comptent bien réaliser un travail de fond et non uniquement poursuivre de façon superficielle les recherches déjà entreprises. Ces dernières seront réalisées en collaboration avec des médias du monde entier, car le projet bénéficie du soutien de l'ICIJ, le Consortium international des journalistes d'investigations, qui regroupe plus de 220 membres actifs.

De plus, afin d'assurer une portée mondiale à leur projet, les créateurs de *Forbidden Stories* ont décidé de publier des vidéos explicatives sur les réseaux sociaux et de les traduire dans de multiples langues. L'objectif de M. Deloire est de mettre en garde la population. Selon lui, si dans 10 ans les conditions de travail et de vie des journalistes exerçant en zones à risques ne s'améliorent pas, le nombre de professionnels morts au combat pourrait dépasser les 700.

Ainsi, cette plateforme en ligne apparaît comme le moyen idéal pour permettre aux professionnels de garantir leur sécurité et de montrer à tous les détracteurs de la liberté de la presse que les journalistes sont unis et ne s'abaisseront pas devant leurs menaces ou même leurs crimes. Mais ce système de poursuite d'enquête ne mettra-t-il pas en danger la vie des journalistes qui prendront la relève de leurs confrères disparus ? Parce qu'à l'heure d'internet, il est possible, et extrêmement simple, de retrouver rapidement l'auteur d'un article.

Nastasia Haftman, journaliste française travaillant pour des médias audiovisuels français tels que TF1 et France Télévision en Colombie depuis trois ans et demi, ne semble pas

---

<sup>68</sup> « Lancement du projet Forbidden Stories », RSF, 15 mars 2018.

<sup>69</sup> *Ibid.*

effrayée par un quelconque danger de poursuite des journalistes au travers de *Forbidden Stories*. Au contraire, elle se montre enthousiaste et optimiste.

« Ces plateformes servent vraiment les journalistes. Si *Forbidden Stories* existait ici, en Colombie, je pense que ça changerait la vie car il y a tellement de choses occultes, notamment concernant les pots de vin, les cas de mort non naturelle ou encore un projet de barrages hydrauliques. Si une telle plateforme était développée dans le pays, ça pourrait permettre à certaines affaires de sortir plus facilement car cela permettrait l'anonymat. Donc le journaliste pourrait enquêter tranquillement, sans être repéré ni inquiété immédiatement<sup>70</sup>. »

La Colombie n'a pas encore mis un tel mécanisme au point, contrairement au Mexique, qui a sauté le pas en 2015 en créant un site internet destiné à condenser des témoignages anonymes sur des faits de corruption se produisant dans le pays, nommé *Mexicoleaks*. Son objectif est d'inciter l'ensemble des habitants à participer à la vie locale en dénonçant les crimes et les réseaux de trafic. La plateforme est alors définie comme « indépendante, de dénonciation citoyenne et de transparence, au service de la société mexicaine pour révéler des informations d'intérêt public<sup>71</sup> ». Par conséquent, tout le monde peut participer et contribuer au projet (qui bénéficie notamment de l'appui de 2 sociétés néerlandaises, *Free press unlimited* et *Associated whistleblower*, qui ont créé un système similaire aux Pays-Bas).

Afin de garantir une plus grande sécurité aux participants, la plateforme n'est accessible que via le navigateur mexicain *Tor*, qui ne garde pas en mémoire les adresses IP des ordinateurs et donc ne permet pas la traçabilité des données.

De plus, *Mexicoleaks* est indépendante de tout pouvoir économique, politique et n'hésite pas critiquer ouvertement le gouvernement. Elle rend compte de la majorité des préoccupations des habitants et aborde des thèmes que les journalistes locaux ne peuvent pas traiter. Mais jusqu'à quand le gouvernement, plus qu'autoritaire envers les journalistes, permettra-t-il à cette plateforme d'exister ?

---

<sup>70</sup> Entretien avec Nastasia Haftman, journaliste française installée en Colombie depuis trois ans et demi. Voir annexe 1.

<sup>71</sup> Loïc Soleymieux, « Mexicoleaks, une plateforme pour dénoncer la corruption au Mexique », *Le Monde*, 19 mars 2015.

Très mécontent, le pouvoir a d'ailleurs licencié Carmen Aristegui, une figure de la radio nationale MVS car elle a adhéré aux *Mexicoleaks*. Cela a par la suite entraîné la fermeture de cette radio.

La naissance d'internet a donc permis la mise en place de sites dédiés aux « lanceurs d'alerte ». Mais le gouvernement ne semble pas avoir fini de s'en prendre aux médias qui ne servent pas son intérêt. L'arrivée d'Andrés Manuel Lopez Obrador à la tête du pays va-t-elle changer la donne ? La solution se cache-t-elle dans la qualité de l'enseignement du journalisme dans les universités colombiennes et mexicaines ?

### III.2 - Faut-il réformer le système d'apprentissage ?

En Amérique latine, l'enseignement du journalisme est aux antipodes de celui que nous connaissons en France. Le système des grandes écoles n'existe pas dans les autres pays du monde. Ainsi, le journalisme s'apprend après le baccalauréat, à l'université, au cours d'une licence mêlant communication et journalisme. Il est donc légitime de penser que les étudiants sont regroupés en grandes promotions et n'ont pas autant de suivi que nous pouvons l'avoir au sein d'une école dans laquelle le nombre d'élèves est restreint. La sélection est moins rude, plus de monde peut tenter sa chance mais cette trop grande diversité n'engendre-t-elle pas la vulnérabilité des journalistes ? Autonomes et livrés à eux-mêmes, les étudiants à l'université ne bénéficient pas de suivi personnalisé et ne peuvent pas se créer leur premier réseau, ce qui peut augmenter leur insécurité.

Cependant, pour Margot Loizillon, professeur de journalisme à l'université de Bogotá, le réel problème que rencontre l'Amérique latine est « la médiocrité de l'enseignement du journalisme en licence<sup>72</sup> ». Abreuvés de cours théoriques, les étudiants ne sont absolument pas au fait de la réalité du terrain et ne savent pas à quoi s'attendre une fois leur diplôme obtenu. Le journalisme est un métier de terrain, un métier qui se vit et qui ne s'étudie pas au travers de cours purement universitaires, c'est pourquoi l'apprentissage de ce métier à l'université est quelque peu déconnecté de la réalité. Le

---

<sup>72</sup> Question posée à Margot Loizillon, journaliste française et professeur de journalisme en Colombie, via Twitter. Voir annexe 3.

Mexique et la Colombie étant, de plus, des pays particulièrement dangereux pour ce métier en particulier, il serait peut-être nécessaire de revoir la méthode d'enseignement.

Cette réforme de l'enseignement du journalisme en Amérique latine est au cœur de la réflexion de Ana Mercedes Gomez. Ancienne rédactrice en chef du journal *El Colombiano*<sup>73</sup> pendant 21 ans, entre 1991 et 2012, elle a reçu en février 2019 la plus haute distinction du CIPE<sup>74</sup>, le cercle des journalistes d'Envigado<sup>75</sup> et de la région métropolitaine. Elle développe l'idée qu'il serait nécessaire d'encourager les étudiants à réfléchir sur les droits des journalistes et le règlement de la violence<sup>76</sup>. Des cours de déontologie et des masterclass avec des journalistes confirmés pourraient être un bon moyen pour les étudiants de partager des expériences et de réfléchir à quelques solutions pour améliorer leurs conditions de travail. Il est indispensable, pour Ana Mercedes Gomez, d'adopter une méthode d'observation-déduction pour que les élèves s'imprègnent au mieux des us et coutumes de leur pays. Enfin, elle juge important d'insister plus longuement sur le droit à l'information.

Plus théorique que pratique, l'enseignement du journalisme dans les universités latino-américaines ne semble pas adapté à la réalité du métier dans cette partie du monde où les risques sont plus élevés qu'en Europe, par exemple. La presse numérique, avec laquelle ils doivent composer va-t-elle remplacer la presse papier et leur garantir plus de sécurité dans le futur ?

### III.3 - Le numérique est-il la nouvelle presse écrite ?

Les réseaux sociaux sont les alliés des journalistes car même si de fausses informations y circulent, ils constituent un bon moyen pour les journalistes de découvrir des zones de trafic ou encore d'éviter certains quartiers reculés et dangereux. Mais avant tout, ils permettent aux habitants et aux journalistes de dénoncer anonymement des faits

---

<sup>73</sup> Ce titre signifie *Le Colombien*, en français.

<sup>74</sup> Jaime Horacio Arengo, « Toda una vida dedicada al periodismo », *El Colombiano*, 11 février 2019.

<sup>75</sup> Ville colombienne du département d'Antioquia.

<sup>76</sup> Ana Mercedes Gomez, *Pour une école de l'humanisme*, octobre 1994.

de violences ou des crimes. Alors ces nouveaux outils et internet garantissent-ils plus de sécurité aux journalistes ? Peut-on plus facilement exprimer des idées qui dérangent sur internet plutôt que sur du papier ?

La Colombie et le Mexique sont moins développés et moins riches que la France. Néanmoins, ils connaissent aussi des évolutions technologiques auxquelles doivent s'adapter les journalistes. De célèbres réseaux sociaux comme Twitter et WhatsApp prennent une part importante dans la vie des journalistes et des populations latino-américaines. Le sociologue français, spécialisé dans les questions du travail, Denis Ruellan a d'ailleurs pointé du doigt la nécessité d'une polyvalence chez les journalistes, qui est de plus en plus de rigueur dans les rédactions et ce, notamment avec la montée des supports multimédias liés à l'internet<sup>77</sup>.

Le gouvernement peut ordonner la fermeture d'un média, il peut décider de ne plus fournir de papier aux rédactions afin qu'elles perdent des lecteurs, qu'elles ne puissent plus publier de journal et donc soient condamnées à la faillite. En revanche, le web est un terrain beaucoup plus vaste sur lequel il n'y a pas de limite de signes, le journaliste peut écrire autant qu'il le souhaite sur un sujet. De plus, il est plus difficile pour les autorités d'intervenir sur le web car un journaliste peut choisir d'utiliser un faux-nom sous lequel il publiera son travail. Mais se cacher derrière un pseudo n'est pas la meilleure solution pour Nastasia Haftman.

« Sur internet tu peux prendre un pseudo mais je ne suis pas fan de cette méthode car j'aime assumer ce que je fais. Je trouve ridicule de montrer ma tête à l'écran en ayant un autre nom, en se cachant. C'est contradictoire ! Une plateforme comme *Forbidden Stories* pourrait éviter ce genre de prise de tête de journaliste. Donc je ne pense pas qu'internet joue quoi que ce soit. De nos jours, il est trop facile de retrouver. L'anonymat n'existe pas ! »

Alors, d'un côté les réseaux sociaux sont bénéfiques. Ils permettent plus de liberté aux jeunes journalistes et les amènent à pratiquer un journalisme satirique que nous ne connaissons pas en France, car le contexte politique permet aux professionnels français d'exprimer leurs idées sur du papier, sans avoir besoin de se cacher derrière un personnage fictif. En Colombie par exemple, une célèbre journaliste du quotidien *El*

---

<sup>77</sup> Denis Ruellan, « Sociologie du travail », Cairn info, Revue Réseau 2002/1 n°111, page 9 à 17.

*Especdator*<sup>78</sup>, Maria Paulina Baena, a créé La Pulla avec d'autres amis journalistes. Ce terme qui signifie « raillerie » en français, désigne un média satirique qui n'existe que sur Youtube. Ce pure-player est un média d'un nouveau genre, totalement indépendant, qui ose la critique, et ça fonctionne. Avec plus de 2,2 millions d'abonnés sur Instagram, la chaîne est très regardée et commentée.

« Nous avons créé la Pulla pour combattre les industriels et les grandes entreprises car nous avons découvert qu'en Colombie la censure était plus économique que politique », explique Maria Paulina Baena<sup>79</sup>. Cependant, critiquer ouvertement Ivan Duque ou d'autres personnalités du paysage politique n'est pas sans conséquence. « On nous a menacé de nous retirer les financements publicitaires alors nous avons été obligés de refaire certaines de nos vidéos, de changer le montage mais les gens s'en sont rendu compte<sup>80</sup> ». L'interprète de la Pulla ne compte tout de même pas se laisser marcher sur les pieds et franchira les barrières qui lui seront dressées. « Nous ne resterons pas muets tant qu'ils ne nous tairont pas<sup>81</sup> ! »

Un optimisme parfois vite contré par les nombreuses menaces que peuvent recevoir les journalistes par le biais des réseaux sociaux. Le revers de la médaille n'est donc pas rose tous les jours pour les professionnels des médias, comme en témoigne, par exemple, El Matador. Ce caricaturiste colombien, qui se plaît à dessiner Álvaro Uribe avec des crocs, a reçu de nombreuses menaces via Twitter. En effet, ses dessins ne font absolument pas l'apologie de l'ex-président. Au contraire, ils dénoncent sa politique de droite, autoritaire, ce qui conduit le dessinateur à s'attirer les foudres de tous les sympathisants de l'homme politique.

Le numérique offre des possibilités et une liberté que ne permet plus la diffusion des journaux papiers mais cette tendance est-elle réellement durable ? Le numérique favorise également les menaces, et ce parfois de manière anonyme, et dans cette zone du monde les agresseurs ont plus tendance à passer à l'acte qu'en Europe. La sécurité n'est donc pas renforcée par l'aspect immatériel et par l'anonymat que peut garantir le numérique.

---

<sup>78</sup> Ce titre signifie *Le spectateur*, en français.

<sup>79</sup> « Bogostreets : Militer en el norte », Margot Loizillon, Arte, 19 novembre 2018.

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> *Ibid.*

## Conclusion

Le Mexique et la Colombie font partie des zones les plus dangereuses du monde pour l'exercice du journalisme<sup>82</sup>. Cela est dû au traficants de drogue mais également à la corruption politique et à la présence de groupes paramilitaires, notamment dans des zones reculées de Colombie. Même si l'on constate certaines avancées en matière de démocratie, et plus particulièrement en Colombie où la signature d'un accord de paix en 2016 entre Juan Manuel Santos et les FARC a marqué la fin de plus de 50 ans de conflits armés, la violence généralisée menace encore les journalistes<sup>83</sup>.

Le nombre de professionnels morts pendant l'exercice de leur profession ne diminue pas et ces deux pays reculent chacun sur l'échelle de la liberté de la presse<sup>84</sup>. Ainsi, le Mexique et la Colombie sont des pays libres, développés, dans lesquels les réseaux sociaux et internet se déploient aussi rapidement qu'en Europe mais, à côté de cela, ils semblent avoir des années de retard sur des notions élémentaires comme les droits de l'homme et la démocratie.

Les journalistes locaux ne peuvent alors pas exercer pleinement leur fonction contrairement aux journalistes internationaux qui ne subissent pas de menaces particulières et bénéficient d'un statut international qui effraie quelque peu les criminels. Contrairement aux professionnels latino-américains, ils n'ont pas besoin de cacher leur matériel de tournage ni de se déplacer avec un garde du corps à part dans des zones très reculées. De plus, ils peuvent aborder toutes les thématiques presque sans aucune crainte alors que les journalistes locaux, eux, se risquent beaucoup moins à couvrir du sport que l'histoire de la culture de la coca.

Le nombre très élevé d'assassinats indignes les journalistes qui se regroupent et fondent des associations ou encore des mouvements de protestation pour laisser entendre leur voix. Mais ces actions, bien que nombreuses, ne suffisent pas à combattre la censure et

---

<sup>82</sup> « Les journalistes tués », RSF

<sup>83</sup> Véronique Kiesel, « Juan Manuel Santos : “Avec les Farc, le dialogue pour la paix est permanent” », Le Soir, 31 mai 2018.

<sup>84</sup> « Classement mondial de la liberté de la presse », RSF

la corruption. Leur portée n'est également pas suffisante pour changer la volonté des politiques et les alerter sur les risques et les dangers. Ces derniers continuent d'ailleurs d'isoler les journalistes et d'ordonner la fermeture de médias.

Les journalistes doivent donc se réinventer pour faire face à l'émergence des réseaux sociaux et être en phase avec les nouvelles pratiques journalistiques d'une part. Mais, ils doivent aussi redoubler de créativité, d'inventivité et d'audace pour faire émerger de nouveaux médias en ligne qui, pour le moment, résistent mieux à la censure que la presse papier. Les réseaux sociaux et internet peuvent également constituer un frein à la profession de journaliste car il est facile de proférer des menaces par ce biais. Il est aussi très simple de retrouver en un temps record l'auteur d'une publication polémique, qui déplaît, et même de le localiser. Internet peut donc être bénéfique pour les journalistes, mais comme tout, son utilisation mériterait d'être régulée.

La Colombie semble plus enclin à l'exercice libre et indépendant du journalisme alors qu'au Mexique la situation semble stagner et les projets de création de médias indépendants de tout pouvoir sur internet y sont moins nombreux et moins performants qu'en Colombie. L'arrivée au pouvoir du nouveau président AMLO et de ses ambitions pour faire régner la liberté et en finir avec le trafic de drogue ainsi que la sanction de « El Chapo », prononcée le 25 juin prochain, sont des éléments déterminants dans une possible future affirmation de l'indépendance de la presse au Mexique.

## Bibliographie

### Articles de presse française

- « Le journalisme une profession mortelle au Mexique », Réseau international, 3 novembre 2018
- « La Mexicaine Daniela Rea lance un cri d’alarme contre les meurtres de journalistes », l’Express, 28 septembre 2018
- « J’ai testé pour vous : la formation qui prépare les journalistes à partir en zones dangereuses », Konbini, 16 octobre 2018
- « En Colombie les jeunes mettent leurs diplômes au service de la paix », Le Monde Campus, avril 2018
- « Être journaliste au Mexique : un métier risqué », Sorb’on, 10 juin 2017
- « Mexique : ce qu’une journaliste venait de révéler sur les cartels de la drogue avant son assassinat », France Info, 21 décembre 2017
- « Assassinats de journalistes : au Mexique, l’omerta ou la mort », Libération, 28 mars 2017
- « Mexicoleaks, une plateforme pour dénoncer la corruption au Mexique », Le Monde, 19 mars 2015
- « La plateforme Freedom voices network se lance : “un journaliste est en danger s’il reste seul avec son disque dur” », Télérama, 31 octobre 2017
- « Lancement du projet Forbidden Stories », rsf.org, 15 mars 2018
- « Basta ya ! », Wikipedia
- « Journalisme jaune », Wikipédia

### Articles de presse étrangère

- « Matar en México : impunidad garantizada », Animal Político, 19 juin 2018
- « Siete presidentes, pocos resultados : 40 años de expansión del crimen organizado », Narcodata, 23 octobre 2015
- « El valor del periodismo en México », La Vanguardia, Domingo, 19 novembre 2017
- « México, el país más peligroso para ser periodista en el mundo », El Universal, 27 décembre 2017

« Periodistas asesinados en México », [articulo19.org](http://articulo19.org), 6 février 2015

« Periodismo en entornos violentos : el caso de los periodistas de Culiacán, Sinaloa », [periodismocide.org](http://periodismocide.org), 2008

« Cuándo se jodió tanto el país ? », *El Universal*, 21 décembre 2017

« Periodismo en tiempos de manazas, censura y violencia », Relatoría del seminario Cobertura transfronterizo del narcotráfico entre México y Estados Unidos, 26 mars 2010

« México, el sexto país con más impunidad en asesinatos de periodistas », [milenio.com](http://milenio.com), 31 octobre 2017

« La ONU alerta sobre la impunidad de los crímenes contra los periodistas en México », *El País*, 05 décembre 2017

« El ciberperiodismo en México : realidades, desafíos y oportunidades », [minerva.usc.es](http://minerva.usc.es), juin 2013

« La Corte Suprema afirmó que chuzadas a Uribe no son ilegales », *El Herald*, 18 septembre 2018

### **Textes scientifiques**

Denis Ruellan, *Sociologie du travail*, Cairn info, *Revue Réseau* 2002/1 n°111, page 9 à 17

Michael B. Salwen, Bruce Garrison, *Latin American journalism*, 1991.

Erik Neveu, *Sociologie du journalisme*, 2019, chapitre 5, Les « pouvoirs » du journalisme

Rhoda Desbordes-Vella, « L'information internationale en Amérique du sud : les agences et les réseaux 1874-1919 », *Le temps des médias* 2013/1 n°20

Jean K. Chalaby, *The invention of journalism*, 1998, Macmillan

Roland Barthes, *Le neutre*, *Cours au Collège de France (1977-1978)*, texte établi, annoté et présenté par Thomas Clerc, Paris, Seuil/IMEC 2002, pages 261-262

### **Sources institutionnelles**

Comité Consultivo de derechos humanos, [derechos humanos.gob.mx](http://derechos humanos.gob.mx)

« Afirma ombudsman nacional que aumentan las agresiones contra periodistas por la impunidad imperante », [cdnh.org](http://cdnh.org), 18 novembre 2017

« Impunidad en asesinatos de periodistas en México es de 90%: CNDH », proceso.com, 25 janvier 2018

Ley de la comisión estatal para la atención y protección de los periodistas, 2012

Protocolo de coordinación nacional para la protección de personas defensoras de derechos humanos y periodistas, secretariadoejecutivo.gob.mx

« Principales organizaciones de defensa de los periodistas », unesco.org, 2015

FIP.org

Naciones Unidas Derechos Humanos, oficina del alto comisionado, nchr.org.mx

## **Entretiens**

Boddaert Antoine, journaliste français free-lance en Colombie.

Haftman Nastasia, journaliste audiovisuel installée en Colombie depuis trois ans et demi.

Loizillon Margot, journaliste française en Colombie et enseignante à l'université pour les étudiants en licence journalisme et communication.

## **Œuvres littéraires**

*Narcoperiodismo*, Javier Valdez Cárdenas, édition Aguilar, 2016

*Jungle Blues*, Roméo Langlois, édition Don Quichotte, 2012

## **Vidéos**

*A balles réelles*, Roméo Langlois, France 24, 2012

*Bogostreets : Militer en el norte*, Margot Loizillon, Arte, 2018

## **Annexes**

Annexe 1 : Entretien avec Nastasia Haftman	45
Annexe 2 : Entretien avec Antoine Boddaert	50
Annexe 3 : Question à Margot Loizillon	53

*Issue de la promotion 2014 de l'IJBA (Institut de journalisme de Bordeaux Aquitaine), Nastasia Haftman est rédactrice télé. Elle est arrivée en Colombie en janvier 2016 avec son compagnon journaliste Romain Reverdi. À première vue plus intéressée par le Brésil que la Colombie, Nastasia a finalement changé d'avis lorsqu'elle a raisonné en terme d'intérêt journalistique. En plein processus de paix avec les FARC en 2016, la Colombie était susceptible d'intéresser les médias français c'est pourquoi Nastasia a choisi d'y poser ses valises y a déjà 3 ans et demi.*

**L.B :** La Colombie est-elle si dangereuse qu'on le croit en lisant la presse française ?

**N.H :** Une chose est sûre, tu ne peux pas y aller à la « one again ». C'est le meilleur moyen de se planter ! Mais, question sécurité, on était tout à fait averti. C'est un pays dangereux à couvrir en terme d'homicide, de la délinquance, mais il faut relativiser car en tant que journaliste étranger on est couvert par notre statut international. Nous avons moins de risques d'assassinats et nous subissons moins de pressions grâce à notre aura internationale car si on est enlevé cela va faire du bruit. Donc les gangs, les groupes armés auront plus de chance de se faire débusquer.

En Colombie, quand un journaliste international se fait arrêter, ça se sait. C'est encore un pays brumeux en terme de démocratie.

Mais le journalisme est un métier passion, peu importe le danger tu le feras car l'attrait est plus fort. Pour les Colombiens il y a l'attrait de tout ce qui brille, d'avoir une réputation de journaliste d'investigation. Tu te sens utile et tu te dis que ça sert à quelque chose et cela, peu importe le danger.

Certains ont tout de même des protections. J'ai un ami qui a six gardes du corps avec lui depuis 20 ans car il est menacé par les guerrilleros, par le gouvernement, par les paramilitaires. Il est engagé mais il n'abandonnera jamais car il sait que ce n'est que comme cela qu'il pourra faire bouger les lignes. Il a toujours voulu dénoncer les liens sombres entre le gouvernement et les paramilitaires. Ce sont des sujets nécessaires à couvrir mais dangereux.

**L.B** : Est-il plus aisé de traiter de certains sujets ? Je me disais qu'un journaliste politique encourrait peut-être plus de risques qu'un journaliste culturel car la portée de son sujet est plus élargie.

**N.H** : Personnellement, je n'ai pas du tout ressenti de différence dans le traitement des sujets. Forcément, il y a toujours plus d'angoisse si le sujet est « touchy » mais je n'ai jamais ressenti de pression particulière. Une fois, je suis allée voir un leader social en danger de mort en Antioquia (un terrain maîtrisé par les paramilitaires) où les habitants reçoivent des nouvelles par pamphlets s'ils veulent sortir du trafic ou bien s'ils contestent les droits sociaux. Pourtant, malgré les menaces qui pèsent sur la population, on n'a pas eu de problème pour couvrir ce sujet.

La personne que nous avons interrogée est d'ailleurs revenue dans le village rien que pour nous et elle nous a dit que c'était grâce à nous si elle avait pu remettre les pieds ici car elle avait du fuir. La présence de la presse internationale est donc une sorte de bouclier.

**L.B** : Tu es une femme, est-ce plus aisé de faire ce métier en étant issu de la gent féminine ?

**N.H** : On travaille à deux et nous avons la chance d'avoir un homme et une femme dans notre duo. Mais évidemment que je constate une vraie différence car il y a un jeu de séduction permanent, c'est toujours compliqué pour le statut de la femme. La Colombie est un pays extrêmement machiste encore. J'en tire profit car quand j'ai des interlocuteurs hommes je sais que ce sera plus facile d'avoir des réponses plus personnelles. Il faut tirer parti de tout ce qu'on a, il ne faut pas trop en jouer non plus et savoir garder une distance mais de façon générale c'est plus facile ici car nous n'avons pas de barrière. Les latinos nous tutoient facilement.

**L.B** : Ta vision du pays a-t-elle changé ? Trouves-tu que l'image que la presse française donne de la Colombie est trop négative ?

**N.H** : Ma vision a totalement changé, et celle de mes proches aussi. C'est un effet boule de neige car la Colombie subit des clichés sur la cocaïne, sur les FARC, sur la prostitution alors que c'est tellement plus ! Les habitants sont géniaux, ils accueillent super bien les journalistes. Le traitement médiatique des « gilets jaunes », en France, me fait dire qu'on est mieux ici car les journalistes renvoient une bonne image. Les gens savent que les histoires entre paramilitaires et gouvernement n'auraient jamais été révélées sans les journalistes. Ainsi, les gens osent parler même si les sujets sont dangereux. C'est beaucoup plus simples de faire un tournage ici qu'en France !

Mais pour combattre les clichés, je réalise pas mal de sujets sur le tourisme notamment. Il faut savoir les chercher, ça ne tombera pas tout cuit mais je trouve que ces dernières années il y a eu des efforts tout de même de la part des médias français pour changer l'image de ce pays. On a évité de traiter de sujets sur la drogue, sur la prostitution car ce n'est pas notre objectif. On ne veut pas aller dans l'extrême cliché qui revient à dire que la Colombie est le premier producteur de cocaïne dans le monde.

**L.B** : Depuis fin 2016, les FARC ont signé un accord de paix avec le gouvernement de Juan Manuel Santos, l'ancien président. Cet accord a-t-il eu des conséquences sur la sécurité des journalistes ? Peut-on parler d'un avant et d'un après accord de paix ?

**N.H** : Oui et non. Oui, car des sujets sur les viols au sein des FARC, sur le statut des femmes, sur les exactions, ont pu être sortis dernièrement et cela n'aurait jamais été possible avant de par le danger et l'omerta.

Et non, car dans un sens c'est devenu pire ! Les FARC ayant laissé place libre sur certains terrains (comme ils ont été contraints de se réfugier sur des ECTR), ils ont abandonné la montagne, la jungle au profit de paramilitaires et de groupes armés parfois dans le business de la coca. Donc il est encore plus difficile de couvrir des actes dans ces terrains là. Le journaliste est menacé car avant il traitait avec FARC donc il est aujourd'hui considéré comme un traitre.

**L.B** : L'entrée des FARC en politique n'est-elle finalement pas un moyen de contrôler différemment les faits et gestes des habitants ainsi que les organes de presse ?

**N.H** : Non, je ne pense pas. Les FARC avaient toujours eu des revendications politiques car depuis les années 60 les luttes armées ont toujours eu une portée politique. Les affaires de drogue ont décrédibilisé leur mouvement mais à la base ils voulaient défendre les droits des paysans.

Aujourd'hui, le parti « La FARC » a les mêmes objectifs : lutter pour les indigènes, contre les propriétaires terriens, etc.

Des colombiens diront qu'on ne peut plus leur faire confiance mais il y a toujours une lutte de pouvoir, ce n'est pas tout noir ou tout blanc. Il y a également des vertues dans le parti, des criminels de guerre.

Mais c'est un parti comme les autres, pour moi. Certains Colombiens, eux, ne voulaient pas que FARC s'en sorte sans avoir payé devant la justice donc ils perçoivent cette entrée en politique comme une injustice.

Pour les FARC, c'est un moyen de rester dans le coup, de ne pas abandonner la lutte mais ces moyens pour y arriver divisent la société.

**L.B** : L'insécurité et l'impunité prennent beaucoup d'ampleur en Colombie. Ainsi, ces dernières années, des plateformes telles que *Forbidden Stories* se développent pour venir en aide aux journalistes. Penses-tu que cet outil est un réel avantage pour la profession ?

**N.H** : C'est une évidence ! Ces plateformes servent vraiment les journalistes. Si *Forbidden Stories* existait ici, en Colombie, je pense que ça changerait la vie car il y a tellement de choses occultes notamment concernant les pots de vin, les cas de mort non naturelle ou encore un projet de barrages hydrauliques.

Si une telle plateforme était développée dans le pays, ça pourrait permettre à certaines affaires de sortir plus facilement car cela permettrait l'anonymat. Donc le journaliste pourrait enquêter tranquillement sans être repéré ni inquiété immédiatement.

**L.B** : Peut-on alors dire que le web permet plus d'anonymat et de liberté que la presse écrite ?

**N.H** : Sur internet tu peux prendre un pseudo mais je ne suis pas fan de cette méthode car j'aime assumer ce que je fais. Je trouve ridicule de montrer ma tête à l'écran en ayant un autre nom, en se cachant. C'est contradictoire !

Une plateforme comme *Forbidden Stories* pourrait éviter ce genre de prise de tête de journaliste. Donc je ne pense pas qu'internet joue quoi que ce soit. De nos jours, il est trop facile de retrouver. L'anonymat n'existe pas !

*Diplômé de l'école de journalisme de Tours, Antoine Boddaert a 23 ans. Passionné par l'Amérique latine et plus particulièrement par la Colombie, il a décidé de partir s'y installer il y a deux ans et demi. N'ayant pas de visa de travail, mais seulement un visa touristique, il ne peut pas y rester plus de la moitié de l'année. Journaliste freelance, il partage donc son temps entre la Colombie et la France et réalise des reportages pour les médias français tels que Planète+.*

**L.B :** Pourquoi avoir choisi la Colombie pour tourner tes reportages ?

**A.B :** Quand j'étais étudiant j'étais déjà très intéressé par l'Amérique du sud et la Colombie en particulier. J'avais un attrait pour l'espagnol même si je n'étais pas très bon et je n'avais jamais voyagé en Amérique du sud. J'ai également fait mon mémoire de fin d'études sur la Colombie lorsque j'étais en école de journalisme. Je n'ai pas fait la dernière année à Tours, j'ai seulement fait le DUT et je suis parti en Colombie directement après.

Je partage ma vie entre la Colombie et la France : je passe 7-8 mois de l'année en Amérique du sud et le reste en France. Cela fait deux ans et demi que ça dure. Je n'ai pas de visa de travail car les conditions pour avoir un visa presse sont plus strictes qu'avant. Désormais les autorités exigent un doctorat en journalisme pour prouver que tu es bien journaliste et comme les diplômes français et colombiens ne sont pas équivalents je n'ai pas pu avoir de visa presse.

**L.B :** Tu n'avais pas peur de partir seul, dans un pays inconnu dont tu ne maîtrisais pas la langue et qui, au travers de la presse française, semble très risqué ?

**A.B :** Non. Mes parents oui (rire). La Colombie n'est pas un pays hyper risqué. C'est un préjugé qu'ont les Européens et les Français sur ces pays là. C'est pareil pour le Mexique.

**L.B** : La raison réside peut-être dans le fait que nous n'avons pas réellement d'informations sur ces pays là. À chaque fois qu'ils apparaissent dans la presse c'est pour annoncer l'assassinat d'un journaliste ou bien un guérilla.

**A.B** : Le directeur de l'information à France 24 m'avait en effet confié que l'Amérique du sud était le parent pauvre de l'actualité en France. On n'en parle pas du tout, seuls le Brésil, la Colombie et le Mexique sont couverts.

**L.B** : Comment la presse se comporte-t-elle dans ces pays ? Est-elle autant subventionnée qu'en France ?

**A.B** : En Colombie, les grands médias tels que *El Tiempo* qui appartient à la famille de Juan Manuel Santos, l'ancien président, appartiennent aux grandes familles colombiennes. Donc oui, globalement c'est le même système qu'en France.

**L.B** : Ressens-tu une certaine censure vis-à-vis des médias notamment quand tu abordes la politique, le gouvernement ?

**A.B** : Tout dépend de la ligne éditoriale du journal. Mais oui, c'est évident. Mais l'accès aux personnes est relativement facile car les gens sont très ouverts et quand on leur tend un micro ils sont moins réticents qu'en France.

**L.B** : Et au niveau de l'enseignement ça donne quoi ?

**A.B** : En Colombie on appelle les journalistes « les communicants sociaux » car ils sont formés avec les communicants. On ne fait pas la distinction comme en France. Je pense que c'est un problème et que du coup ils ont plus de mal à se faire une place sur le marché du travail car ils arrivent plus tard formés, opérationnels.

**L.B** : Te sens-tu plus protégé qu'un journaliste local ?

**A.B** : Oui, mais tout dépend des sujets que tu vas traiter aussi. Par exemple, Sept à Huit vient de faire un sujet sur le cartel de Sinaloa et c'est un journaliste français qui a été

envoyé spécialement pour le faire mais ils n'ont pas demandé à quelqu'un qui réside au Mexique d'aller tourner le reportage. Les trafiquants ont des contacts haut placés donc il est facile pour eux de retrouver une personne, d'avoir son adresse et d'aller un soir en bas de chez lui pour le tuer.

**L.B :** Mais du coup ça empêche certains sujets d'être traités et ça prive la population de certaines informations. Penses-tu qu'il y aurait des solutions pour limiter les pressions que subissent les journalistes ?

**A.B :** Je pense qu'il est compliqué de travailler en traitant de ces sujets là mais c'est possible. Après c'est pareil partout, en Russie, c'est la même chose à mon avis. Il faut être prudent c'est primordial. Bosser avec des fixeurs, des ONG, etc.

**L.B :** Dois-tu cacher ton matériel. Il y a-t-il des risques de vol ?

**A.B :** Non, ce n'est plus comme il y a dix, quinze ans quand il fallait avoir des adresses mail sécurisées, qu'il fallait absolument cacher tout ton matériel car tu étais espionné en tant que journaliste mais aujourd'hui les conditions d'exercice sont beaucoup plus souples.

Annexe 3 : Question à Margot Loizillon, posée le 2 mai 2019 via Twitter

*Margot Loizillon est une journaliste française qui exerce son métier à Bogotá, en Colombie. Elle réalise des documentaires et des petites séries à l'image de Bogostreets pour Arte. À côté de son activité professionnelle, elle intervient également auprès des étudiants en licence de journalisme et communication à l'université de Los Andes, la plus grande et la plus réputée du pays, pour donner des cours.*

**L.B** : Pensez-vous que le système d'enseignement actuel du journalisme en Colombie puisse favoriser la vulnérabilité des étudiants journalistes ?

**M.L** : J'avoue que selon moi, le problème de l'enseignement du journalisme en Colombie est surtout la piètre qualité de l'enseignement. Du point de vue de mon expérience, le journalisme est considéré comme une matière théorique et non pas pratique. Selon moi, les journalistes sont des artisans qui doivent pratiquer, encore et encore afin d'être bons. Ici, les cours sont éminemment théoriques.

## Résumé

Le journalisme est un métier passionnant, pouvant seulement être exercé par des hommes et des femmes voués à leur profession, qui ne comptent pas leurs heures et sont prêts à faire de nombreux sacrifices pour réussir. En effet, le journalisme n'est pas un métier que l'on choisit pour le salaire qu'il offre mais bien par vocation et ce, peu importe l'endroit où l'on réside. Ainsi, les journalistes colombiens et mexicains ont conscience des risques qu'ils encourent pour leur vie en faisant un métier aussi controversé en Amérique latine, où le trafic de drogue et les hommes politiques contrôlent d'une main de maître la population et la presse. Soumise à la censure, cette dernière ne peut pas satisfaire sa nature première qui est d'informer les gens de manière neutre et totalement transparente.

De plus, le climat de terreur constant qui gronde dans ces deux pays, à cause de la drogue pour l'un et de la présence de groupes paramilitaires pour l'autre, crée une frontière entre les médias et les habitants qui, parfois, par peur des représailles, n'osent pas s'exprimer et livrer leurs informations. Les journalistes se confrontent alors à un manque cruel de renseignements dits officiels, car les autorités refusent de les partager avec eux, d'une part, et que le trafic de drogue, bien qu'il génère un nombre incalculable d'articles à travers le monde, est l'un des secrets les mieux gardés d'Amérique latine, d'autre part.

Violence, crimes, assassinats rythment donc le quotidien de ces personnes qui souhaitent seulement défendre leur liberté d'expression afin de la mettre au service de la population, qu'elles désirent informer.

Enfin, ces pays, qui recensent autant de morts voire plus que la Syrie ou l'Irak, ne sont pas des pays en guerre. Mais, les crimes étant à 90% impunis et faisant partie du quotidien des habitants depuis toujours, les trafiquants de drogue mexicains et les groupes armés colombiens ne voient pas de raison d'en finir avec la violence. Cette injustice déchaîne les passions et engendre une solidarité sans faille entre journalistes du monde entier. Désireux de faire avancer les choses, ils cherchent sans cesse des solutions et ce, notamment avec l'aide de *Reporters sans frontières*, l'association la plus dévouée au maintien d'une presse libre et indépendante partout dans le monde. Ils se renouvellent et se risquent même à de nouvelles pratiques journalistiques, souvent critiques et satiriques, par le biais des réseaux sociaux.

## Mots-clés

- Amérique latine
- Crime
- Colombie
- Impunité
- Indépendance
- Journalisme
- Liberté
- Mexique
- Presse